

L'irradiation pornographique du néo-zapatisme

Voix critiques anarchistes de la région mexicaine contre le spectacle de l'EZLN



Discours de départ de la « Traversée pour la vie », sous le regard de Che Guevara et sous le Drapeau national mexicain. Cette photo ne figure pas sur les sites européens de soutien aux Zapatistes ...



L'irradiation pornographique du néo-zapatisme

Voix critiques anarchistes de la région mexicaine contre le spectacle de l'EZLN

Table des matières

En guise d'introduction	1
La "sexta" de l'EZLN et l'anarchisme [2005].....	2
L'irradiation pornographique du néo-zapatisme	7
Un mensonge mille fois répété devient la vérité	14
Marichuy et le CNI, où comment les Zapatistes se sont tirés une balle dans le pied	22
Regardez qui a enlevé la cagoule ! Sur la candidature zapatiste pour 2018 et les anarchistes.....	26
EZLN : Toujours les élections !	31
Le dessous des cartes : le voyage en Europe ou la tentative de marketing politique de l'EZLN envers la gauche et la jeunesse européenne	34
Politique et Etat : Contre, avec ou sans ?	39
PRESENCE DU MAGONISME A OAXACA [1998 / 2006].....	44
LE PEUPLE MEXICAIN EST PRET POUR LE COMMUNISME	46
Le Congrès constitutif de l'APPO	51
Après la Commune d'Oaxaca, aperçu du mouvement anarchiste mexicain [2007].....	55

Mots clés : anarchisme, anarchiste, zapatisme, EZLN, CNI, Sub Comandante Marcos, critique, Oaxaca, APPO, Zapata, Ricardo Flores Magón, Marichuy, AMLO, élections présidentielles 2018, réformisme, révolution, spectacle, intégration, spectacle, passe-montagnes



Située à Monterrey-Mexique, l'initiative *Unión Anarco-Sindicalista (UAS)* est une bibliothèque anarchiste affiliée à la Fédération anarchiste du Mexique (FAM) et ayant une affinité avec l'Association Internationale des Travailleurs (AIT)

unionanarcosindicalista@gmail.com

<https://www.facebook.com/anarcosindicalistasmt>

<https://unionanarcosindicalista.wordpress.com>

L'AIT est l'association internationale qui regroupe les anarcho-sindicalistes du monde entier. La CNT-AIT (France) est sa section en France.

Organisez-vous et lutez !

secretariado@iwa-ait.org

<https://www.facebook.com/iwa.ait>

<http://iwa-ait.org>



En guise d'introduction ...

Cette brochure, coéditée par l'UAS (Unión Anarco-Sindicalista) du Mexique et la CNT-AIT de France, se veut une contribution au débat sur la nature de l'expérience zapatiste, alors qu'une délégation venue du Chiapas se rend en Europe. Les textes rassemblés ici sont essentiellement des prises de positions d'anarchistes mexicains critiques vis-à-vis du spectacle zapatiste. A notre connaissance ces textes n'ont jamais été traduits auparavant en français alors que la parole apologétique des néo-zapatistes s'étale à longueur de sites web zapatistes.

Ces analyses récentes¹ retracent l'évolution largement prévisible de cette expérience, qui a commencé de façon spectaculaire en 94 et s'achève toujours spectaculairement en 2018 par son intégration dans le système politique mexicain : cette année-là, l'EZLN effectue un énième revirement tactique, cherchant à présenter pour les élections présidentielles une candidate indigène.

En 2021, l'EZLN confirme son intégration dans le jeu politique institutionnel. Elle appelle à voter « oui » pour le référendum démagogique lancé par le président AMLO afin d'autoriser les poursuites en corruption des anciens présidents, ce que la Loi mexicaine permet pourtant déjà ... En même temps – comme dirait Macron – une délégation de l'EZLN vient en Europe faire la « traversée pour la vie ». Mais l'EZLN et ses différents comités de soutien européens ont des pudeurs de gazelles. Ils ne mentionnent pas l'intégration de l'EZLN dans le jeu politique institutionnel mexicain dans leur propagande qui accompagne cette tournée de vieilles *rock star* (ou *porno star* selon l'analyse de Gustavo Rodriguez.) sur le retour.

Comme l'explique Bernard Duterme, sympathisant et expert du néo-zapatisme dont nous publions une interview et un article, il ne faut pas effaroucher la base militante occidentale. L'EZLN a besoin de ranimer la flamme pour bénéficier de ce soutien diplomatique, politique et financier (paix aux cendres de Danielle Mitterrand ...) qui lui a été si utile au début de l'insurrection.

Comme dirait un auteur prisé du commandement de l'EZLN, « *seule la vérité est révolutionnaire* » ... A vous de vous faire votre opinion, le débat est ouvert.

¹ Pour la critique de la phase initiale du mouvement Zapatiste, on se reportera à la brochure, « Au-delà des passe-montagnes du Sud Est Mexicain » écrite par Charles Reeve, Sylvie Deneuve et Marc Geoffroy, et publiée à chaud (en juin 96) par *Ab irato*. Republiée régulièrement (y compris par la CNT-AIT) et dernièrement par les *Editions Quatre*, ce texte reste pertinent et « pose des questions cruciales pour quiconque est intéressé par l'émancipation des prolétaires, et convaincu qu'elle ne se fera que par eux-mêmes. Pour comprendre une révolte dans ses implications matérielles, ici dans un pays où se jouent de nouveaux rapports capital/travail, et au-delà des chants lyriques de ses faux représentants » (Editions Quatre)

La "sexta" de l'EZLN et l'anarchisme [2005]

La "sexta" del EZLN y el anarquismo, Alianza Comunista Libertaria
<https://www.lahaine.org/mundo.php/la-sexta-del-ezln-y>

Document rédigé par l'Alliance Communiste Libertaire, une organisation anarchiste au Mexique, en réaction à la Sixième Déclaration de la jungle lacandone (dite « la sexta ») et les propositions de l'EZLN pour une campagne nationale de lutte.

Sœurs et frères zapatistes :

Lorsque nous avons fini de lire cette sixième déclaration de la jungle lacandone, nous ne pouvions qu'éprouver de l'émotion et de la joie pour le nouveau pas que s'apprête à franchir le [néo-]zapatisme. Vous avez bien compris que l'isolement c'est le suicide et que l'union fait la force, mais c'est ici même, où il faut s'arrêter et où il faut toujours être vigilant, toujours attentif, car la confiance crée l'union et l'union fait la force, mais qui peut et qui doit faire confiance et comment réaliser l'unité ? Si nous voulons que cette union soit réelle et non une fiction, toutes les organisations et les individus qui adhèrent à cette union doivent avoir la même finalité, car si les finalités sont opposées, tôt ou tard, un individu ou une organisation utilisera la confiance des autres, pour en tromper et en détourner le cours.

De ce fait, il devient nécessaire d'être très clair sur la finalité de l'union recherchée. Et au point VI de la déclaration intitulé : "*Comment allons-nous faire*", au sous-titre "*Au Mexique*" au point deux, il est dit : "*nous allons construire, avec ces gens qui sont comme nous, humbles et simple, un programme national de lutte, mais un programme qui soit clairement de gauche ou anticapitaliste ou anti-néolibéral, c'est-à-dire pour la justice, la démocratie et la liberté pour le peuple mexicain.*"

Donc la finalité est la destruction du capitalisme et pour cela, l'EZLN propose une « *CAMPAGNE NATIONALE pour la construction d'une autre façon de faire de la politique, d'un programme de lutte à la fois national et de gauche, et pour une nouvelle Constitution* ».

(...)L'égalité économique est indispensable pour l'égalité sociale, pour la liberté, pour la justice et pour la démocratie, nous avons corroboré que quiconque nous parle de ces principes et ne veut pas la destruction du capitalisme, nous trompe et/ou se trompe lui-même. Ainsi, si certains bourgeois désirent ardemment ces principes, ils n'ont d'autre choix que d'abandonner leurs privilèges, de vendre toutes leurs propriétés et de donner tout leur argent pour la cause de la destruction du capitalisme et de la construction du nouveau monde, afin de devenir en un travailleur de plus et alors il pourra être reçu comme un égal, comme un frère. C'est la seule manière pour

un bourgeois de montrer qu'il est anticapitaliste.

Jusqu'ici, nous avons parlé de la nécessité du Front Unique des exploités et des opprimés, comme méthode d'organisation essentielle pour atteindre l'objectif fixé, ce grand Front des Masses, qui doit se regrouper pour construire un nouveau « *programme national de lutte* » Anticapitaliste et pour la Liberté, l'Egalité, la Justice et la Démocratie. Nous avons également défini le caractère anticapitaliste de ces principes et nous avons souligné qu'une alliance avec la bourgeoisie, la plus radicale et socialiste qu'elle soit ou qu'elle puisse paraître, détournerait et assassinerait la véritable volonté du peuple et finirait non par détruire le capitalisme, mais par le réformer. C'est-à-dire qu'elle ne mettra pas fin aux inégalités sociales, elle ne fera que les masquer et au fil des années, quand tout redeviendra passivité, la bourgeoisie enlèvera son masque et tous les sacrifices et les efforts actuels auront été faits en vain.

Nous allons parler maintenant de la proposition faite par les Compagnons Zapatistes. Le Front uni des exploités et des opprimés doit-il lutter pour une nouvelle constitution ? Les zapatistes ont opté pour un oui. Ils considèrent qu'il est nécessaire de rédiger une nouvelle constitution qui : « *inclut les exigences du peuple mexicain telles que : logement, terre, travail, alimentation, santé, éducation, information, culture, indépendance, démocratie, justice, liberté et paix. Une nouvelle Constitution qui reconnaissent les droits et libertés du peuple, et défendent le faible face au puissant.* » En revanche, nous sommes fermement convaincus que le Front uni des exploités et des opprimés ne doit pas aspirer à l'élaboration d'une nouvelle constitution. Deux raisons principales ce sont eux que nous allons maintenant expliquer.

En premier, est-ce que par hasard il ne serait pas déjà écrit dans notre Constitution, que tout individu est Libre, qu'il a droit à un logement digne et décent, à l'éducation, à la santé, etc. ?

La constitution politique des États-Unis Mexicains (le nom exact et constitutionnel du Mexique) de 1917, dans son premier titre, chapitre I.- « *Sur les garanties individuelles* », stipule :

« *ARTICLE 2 - L'esclavage est interdit aux États-Unis du Mexique. Les esclaves étrangers qui pénètrent sur le territoire national obtiendront, de ce seul fait, leur liberté et la protection des lois.*

ARTICLE 3 - Tout individu a le droit de recevoir une éducation. L'Etat – Etat fédéral, états provinciaux et municipalités - assureront l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire. L'enseignement primaire et secondaire est obligatoire. L'éducation que dispense l'État tendra à développer harmonieusement toutes les facultés de l'être humain et favorisera en lui, à la fois, l'amour de la patrie et une

conscience de la solidarité internationale, de l'indépendance et de la justice.

ARTICLE 4 - La nation mexicaine a une composition multiculturelle basée à l'origine sur ses peuples indigènes. La loi protégera et favorisera le développement de leurs langues, cultures, usages, coutumes, ressources et formes particulières d'organisation sociale, et garantira à leurs membres un accès effectif à la juridiction de l'État. Dans les procès et procédures agraires auxquels ils sont partie, leurs pratiques juridiques et coutumes seront prises en compte dans les termes établis par la loi. Les hommes et les femmes sont égaux devant la loi. Cela protégera l'organisation et le développement de la famille. »

Ces articles, qui sont les premiers articles de la Constitution, "garantissent" sur le papier, la liberté, l'égalité, la culture et l'éducation. A la lecture de l'actuelle constitution politique des États-Unis du Mexique, il semblerait que sont "garantis" le toit, la santé, la démocratie et la justice ... Et ensuite, dans la réalité ? On pourrait nous dire : « *certes, mais comme vous l'avez souligné plus haut, tout cela devient fictif, à cause des inégalités économiques et une fois le capitalisme détruit et la nouvelle constitution écrite, les individus bénéficieront de tout cela réellement.* » A cela nous répondons : « *camarades zapatistes, vous savez mieux que quiconque que l'une des principales erreurs de la constitution est l'homogénéisation des individus, le Mexique étant si étendu, tant en territoire qu'en culture, une constitution ne peut englober la diversité culturelle. Mais ce n'est pas vrai seulement pour le Mexique, c'est vrai pour chaque pays, aussi petit soit-il, une constitution, qui est l'abstraction et l'homogénéisation de l'individu, ne pourra jamais représenter la volonté et les besoins de chaque communauté et encore moins de chaque individu.* »

En second, est-ce que la rédaction d'une nouvelle constitution implique qu'une fois celle-ci terminée, un pouvoir exécutif, un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire doivent se lever pour la faire respecter. Ou se présentera-t-elle devant l'actuelle chambre des députés pour approbation ? Comme nous le savons, la méfiance des zapatistes, très fondée et partagée par nous, envers les politiciens bourgeois, nous écarte cette seconde option, mais alors, la première prend force.

La nécessité de former un pouvoir exécutif, législatif et judiciaire est la nécessité de former un État, mais qu'est-ce que l'État ? L'État est la négation de la Révolution sociale et la Révolution sociale est ce qui est nécessaire à la destruction du capitalisme. Mais on pourrait argumenter que ce nouvel État sera un État populaire libre, composé de travailleurs des villes et des champs, on peut même soutenir que cet État ne sera que transitoire, puisque l'EZLN elle-même a déclaré être une armée pour qu'il n'y ait plus d'armées, et qu'un État sans armée ne peut être maintenu, puisque tout État est fondé dans la violence organisée d'une classe sur l'autre et sans armée régulière, sans organes de répression, l'État succomberait rapidement aux mains de la classe opprimée et de son auto-organisation.

Mais un État populaire libre peut-il vraiment exister ? Impossible! L'État est la consécration historique de tous les despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les assujettissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction. Quiconque utilise l'État, l'utilise pour la domination et l'assujettissement de ses adversaires, comme Engels lui-même le considérait, dans sa lettre à Bebel du 18-28 mars 1875 : « il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat *a encore besoin* de l'État, ce n'est point pour la liberté mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. » Est-il nécessaire alors d'élever le prolétariat au rang de classe dirigeante ? Que signifie le prolétariat élevé au rang de classe dirigeante ? Est-ce que tous ces millions de travailleurs des villes et des champs feront partie du gouvernement ? Est-ce que tout le peuple fera alors partie du gouvernement ? Mais alors si tout le monde gouverne, il n'y aura pas de gouvernés, alors il n'y aura pas de gouvernement, il n'y aura pas d'Etat, car si l'Etat existe, il y aura des gouvernants et des gouvernés, des maîtres et des esclaves.

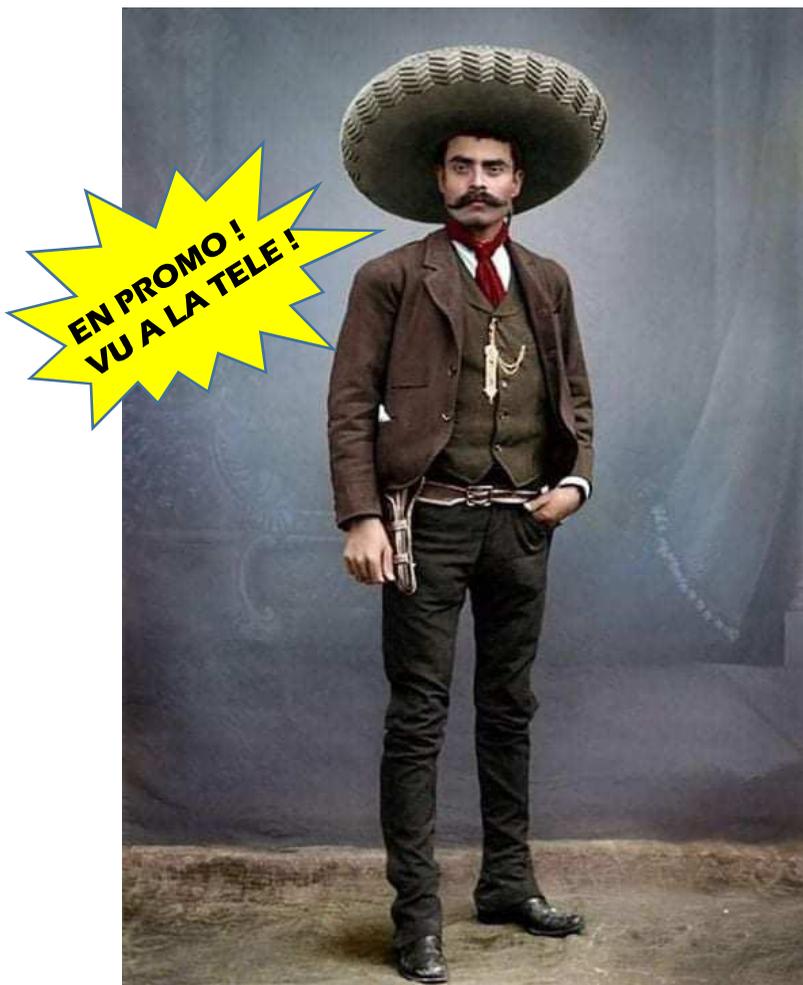
Le gouvernement du peuple est un mensonge, même si un tel gouvernement était élu au suffrage universel parmi les purs ouvriers pour élire leurs représentants pour diriger le nouvel Etat. Il en résulterait une nouvelle minorité chargée de gouverner et une grande majorité soumise à la première, d'autant plus dangereuse qu'elle se présenterait comme la véritable autorité du peuple, comme la volonté du peuple et en son nom, au nom de la Révolution, elle commettra les crimes les plus odieux contre le peuple lui-même.

Ainsi alors que les marxistes concluent que la dictature étatique est un moyen transitoire inévitable pour parvenir à l'émancipation du peuple (pour eux, la liberté est la fin, la dictature le moyen), nous, anarchistes révolutionnaires, amoureux de la liberté sommes donc les ennemis acharnés de l'État, afin de détruire le capitalisme et de construire le nouveau monde de liberté, d'égalité et de justice. Nous sommes des amoureux passionnés de la vraie démocratie, c'est-à-dire de la démocratie directe et de la liberté, qui sont niées par l'État lequel garantit l'inégalité économique et l'esclavage, ouvert ou déguisé. Nous proposons non pas la rédaction d'une nouvelle constitution, qui nous conduirait à la formation d'un Etat, ce qui, nous l'avons vu, ne peut signifier que l'exploitation d'une minorité sur une majorité, mais la rédaction d'une Charte de l'égalité, la base inhérente de la Liberté, qui ne devrait aborder que les aspects négatifs (destructeurs), c'est-à-dire ce qui doit être aboli à jamais des formes positives de la vie locale, puisque celles-ci ne peuvent être créées que par la pratique vivante de chaque localité.

Nous ne prétendons pas préconfigurer une nouvelle société. Une fois détruite la base de toutes les dominations et soumissions, une fois le Peuple libéré de son joug, il tendra à s'organiser librement, de bas en haut, réalisant ainsi la libre Fédération

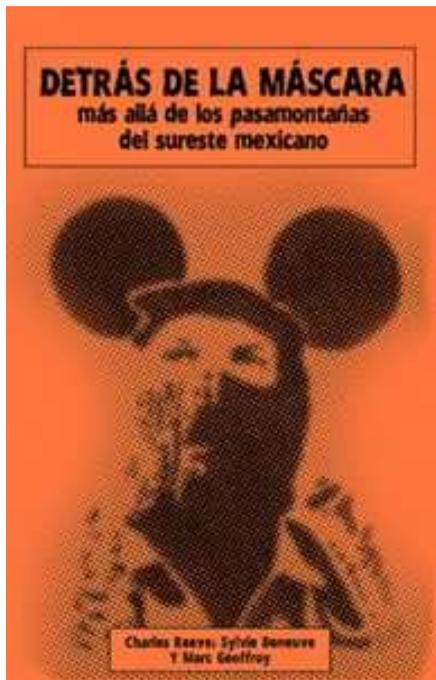
des individus, des communautés, des industries, des champs, etc. C'est ce que les communautés zapatistes du Chiapas, comme les municipalités rebelles et magonistes d'Oaxaca ou celles du Tequio, ont commencé à réaliser en germe.

Sur notre bannière rouge et noir, dont nous sommes sûrs qu'elle est aussi la vôtre, camarades zapatistes, sont écrits en lettres scintillantes les mots suivants, ceux de Bakounine déjà : « *abolition de tous les États ! Destruction de la civilisation bourgeoise ! Organisation libre de bas en haut des associations libres ! Création d'un nouveau monde humain !* »



L'irradiation pornographique du néo-zapatisme

<https://propagacionanarquica.noblogs.org/post/2018/01/23/la-irradiacion-pornografica-del-neozapatismo/>



—À la mémoire du camarade Joël Fieux, et de tant d'autres victimes du porno révolutionnaire.³

Le beau n'est ni l'enveloppe ni l'objet caché, mais l'objet dans son voile. Le dévoiler serait infiniment insignifiant.

Walter benjamin

À la fin du siècle dernier, l'imposition du néolibéralisme par le sang et par le feu annonçait la " fin de l'histoire " et prédisait le destin manifeste de l'humanité avec l'avènement d'une cosmogonie irréfutable fondée sur la liberté des entreprises et des marchés, dans la démocratie parlementaire et la " globalisation " capitaliste. Il nous restait seulement à espérer - sans soubresauts majeurs - l'expansion écrasante de son empire définitif. Au milieu de ce récit

adverse, l'insurrection des " sans-visages " (sinrostro) [le 1er janvier 1994], pointant du doigt tout ce qu'il y avait de pourri au sein de cette nouvelle panacée, fut un

² Ce texte est paru initialement comme Prologue de l'édition espagnole de « Au-delà des passe-montagnes du Sud est mexicain », Editora y Distribuidora Pensamiento Ilícito Mars 2017, México D.F. Avec l'introduction de Massimo Passamani. Traduction de l'édition anglaise (Beyond the balaclavas of South East Mexico Elephant Editions, Londres, 2003.) : Luis Prat, Image de couverture James Bonachea.

³ Né à Lons-Le-Saunier en 1958, Joël Fieux est mort au Nicaragua le 28 juillet 1986, tué dans une embuscade tendue par la milice d'extrême droite *Contra* (contre-révolution). Le jeune Français, titulaire d'un diplôme de micromécanique a aussi une expérience d'imprimeur. Il avait entendu parler de la Croisade d'Alphabétisation au Nicaragua et s'était enthousiasmé. Il s'était engagé dans les rangs du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (FSLN, Front sandiniste de libération nationale), guérilla qui arborait aussi les drapeaux rouges et noirs et se référait à la lutte du général Augusto Sandino dans les années 30. Son engagement était tel qu'il avait opté pour la nationalité nicaraguayenne. Le FSLN est actuellement au pouvoir au Nicaragua, où il fait régner un régime dictatorial, pré-fasciste et corrompu. <https://www.franceculture.fr/politique/florence-jaugey-le-regime-de-daniel-ortega-est-devenu-completement-autoritaire-fasciste-d-une-certaine-maniere>

rappel nécessaire. Emis depuis l'improbable et reculée jungle lacandone (Selva Lacandona), elle prévenait, sans préambule et à tue-tête, que rien n'avait arrêté le cours de l'histoire et que les exclus continuaient leur lutte sur le chemin de la guerre contre la domination. Ils en attestaient avec une force historique, dépassant de loin l'éphémère " fin de l'histoire ".

L'irruption de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a suscité une grande fascination parmi les philanthropes de toutes les couleurs dès les premiers instants de cette matinée inaugurale de 1994. L'irradiation pornographique du néozapatisme a rapidement provoqué une sorte de coaction iconique qui a commencé à se répandre par contagion, déchaînant une épidémie virale qui a inondé les réseaux télématiques d'hypercommunication anesthésique. Le soi-disant " mouvement anarchiste " n'est pas resté hors de sa portée, se donnant corps et âme pour cultiver l'admiration et la solidarité. Ce " mouvement anarchiste ", précaire et incolore, ne s'était pas encore remis en ce mois de janvier de l'énorme ivresse produite par l'implosion retentissante de son archi-ennemi historique : le " socialisme réellement existant " ou capitalisme d'État. Les précarités de ce " mouvement " l'empêchaient de profiter de conditions favorables face au champ particulièrement fertile laissé dans son sillage par l'hécatombe soviétique et la confirmation tant attendue de toutes les thèses anarchiques ancestrales. L'absence de couleur, par ailleurs, l'avait empêché de s'approprier l'historicité concrète dont il faisait partie, empêchant le nécessaire renouvellement théorico-pratique et l'innovation correspondante d'un modèle d'organisation et d'action cohérent avec l'époque.

Le " mouvement anarchiste ", dépourvu de paradigme, se jeta aux pieds de l'EZLN, laissant les effets narcotiques de l'hypercommunication anesthésique, accompagnés d'une généreuse dose de vaseline, remplir leurs objectifs. Cependant, il serait injuste de ne pas nuancer cette affirmation et de continuer à masquer les exceptions honorables qui ont élevé leurs voix critiques dès les premières tentatives de pénétration. Ce fut le cas de Charles Reeve, Sylvie Deneuve, Marc Geoffroy et notre compagnon Massimo Passamani, entre autres. Ainsi, en passant par Montpellier à la mi-1995, il est arrivé entre mes mains leur opuscule « Au-delà des passe-montagnes ». A ma grande surprise, ce ne serait pas le seul manuscrit critique que me feraient parvenir les compañeros européens.

A Brescia, en Italie, on me remettait aussi un document d'un auteur anonyme et, à la fin de mon exposé à l'École polytechnique de Thessalonique en Grèce, encore un autre. Celui-ci était en anglais et me fut donné par ses propres auteurs : un jeune couple qui ne cessait de dénoncer les divagations nationalistes de l'EZLN, la claire intention sociale-démocrate de ses discours et le fort alignement hiérarchique qui caractérisait sa structure. De retour à Barcelone, dans son appartement chaleureux, Diego Camacho (Abel Paz), le vétéran combattant anarcho-syndicaliste de la CNT-

AIT m'interrogeait à nouveau autour des mêmes sujets, soulignant la formidable folie que nous commettions en nourrissant ces délires léninistes au lieu de renouveler notre échafaudage théorico-pratique et de reconstruire le "mouvement". Au moment de nous quitter, après avoir fulminé contre les restes de l'exil cénétiste au Mexique, il reprenait le thème néo-zapatiste, posant sa sentence tout en souriant : « Gamin, je te dis la même chose que j'ai dit à Iñaki qui est devenu son ambassadeur à Barcelone : ce Marcos est une bouffonnerie et les zapatistes ont d'anarchiste ce que mes couilles ont de catholiques. » Un an et deux mois plus tard, j'ai pu vérifier la véracité de sa condamnation.

Mais, ce serait malhonnête de ma part de continuer avec ce texte sans entonner le *mea máxima culpa* du confiteor. À ce stade, cela vaut la peine de nous accorder la licence d'une petite parenthèse et de rendre publique ma " grande faute " : même s'il est vrai que tout au long de cette tournée j'ai rencontré d'innombrables critiques, la raison de notre mission en Europe était de jeter les bases du "soutien critique" au néo-zapatisme à l'intérieur de nos boutiques et de bâtir les fondations des liens historiques entre anarchisme et zapatisme. Il suffisait de dépoussiérer Ricardo Flores Magón et le scénario du nouveau feuilleton révolutionnaire serait prêt pour la scène.

La solidarité libertaire – à chaque fois de moins en moins critique - a commencé à couler dans les tuyaux. Les collectes de fonds ont été abondantes et sont allées directement sur les comptes destinés à cet effet, qui se sont ajoutés aux fortes donations des partis politiques, des fondations, des associations d'aide humanitaire, des ministères, des municipalités, des eurodéputés, sans oublier une ex première dame sociale-démocrate [Danielle Mitterrand], tous ont donné de l'argent pour notre butin solidaire. De notre côté, et avec un soutien exclusivement libertaire, nous avons ouvert les portes dans des conditions précaires du Camp de Solidarité Directe « Martyrs de Chicago » en plein cœur de la jungle Lacandon. Nous avons considéré qu'avec la coopération directe des camarades internationalistes nous pouvions donner une continuité au projet de la Fédération Anarchiste Révolutionnaire « Love and rage » (*Federación Anarquista Revolucionaria Amor y Rabia*)⁴, qui impulsa une école anti-autoritaire (l'École Anti-Autoritaire « Primero

⁴ Fédération anarchiste nord-américaine, créée en 1991, comprenant des collectifs anarchistes de Chicago, San Francisco, Miami, Atlanta, Toronto, Knoxville et Mexico. Ils publièrent un journal bilingue *Love and Rage / Amor y Rabia*, jusqu'à leur dissolution en 1998. Ils étaient particulièrement actifs au sein du mouvement antifa, copwatch et du soutien aux zapatistes. Ils se revendiquaient du Plateformisme et de Murray Bookchin. Il s'avéra par la suite que cette fédération avait été initiée entre autre par des ex-membres d'un groupe Trotskyste, la *Revolutionary Socialist League*, dans une tactique d'entrisme éprouvée. Après la dissolution de la Fédération un certain nombre de groupes rejoignirent d'ailleurs des organisations marxistes léninistes.

de Mayo » de Santa Rosa El Copán, municipalité de Las Margaritas) et la Maison de la femme (Casa de la Mujer) « Margarita Ortega » dans la même ville selvatique.

Très vite, les contradictions abyssales germèrent. Les orientations et les objectifs de l'EZLN et les fondements théoriques et pratiques de l'Anarchie n'avaient pas le moindre point de rencontre. Nous avons commencé à voir – même si tout le monde ne voulait pas le voir, et encore moins l'accepter – les privilèges de la hiérarchie militaire et le contrôle autoritaire qu'ils exerçaient sur la population, expulsant des communautés et dépossédant de leurs terres ceux qu'ils considéraient comme " désaffectés " et, décidant en toute impunité [de contrôler] la libre circulation de la population, en arrivèrent jusqu'à leur interdire l'accès aux centres de santé. De même, le recrutement forcé, le recours à la privation de liberté et les abus constants, les châtiments corporels étaient des événements quotidiens. A cette époque, la corruption imminente qui ravage aujourd'hui leurs fiefs a commencé à se vérifier, facilitant l'enrichissement du secteur le plus proche de l'élite dirigeante, qui contrôle le monopole des transports, les établissements de distribution alimentaire et l'élevage de bovins et de porcs à des fins d'exploitation commerciale.

Nous avons également pu confirmer la condition et la position des femmes dans les territoires dominés par l'EZLN, au-delà du verbiage discursif et des scénarii mis en place pour la consommation des étrangers dans les Caracoles et les pathétiques " *escuelitas zapatistas* " (écoles zapatistes). Les femmes non seulement n'ont aucune participation à la prise de décision substantielle, mais continuent également d'être subordonnées à l'exercice des rôles traditionnels de genre, en s'occupant de la préparation des aliments, de la lessive, de la garde des enfants et de l'élevage, en plus de la double journée que représente l'appui aux hommes dans les travaux agricoles et la collecte et le transport du bois de chauffage. Pour les soi-disant « insurgés », leur condition et leur position sont identiques [à celle qu'elles occupaient avant l'insurrection], bien que cela varie selon le niveau de hiérarchie qu'elles occupent dans la structure politique militaire. Elles ne bénéficient que du " privilège " de l'accès à l'avortement, contrairement aux femmes [non insurgées] dans les communautés zapatistes qui ne peuvent toujours pas exercer la libre interruption de grossesse, soumises aux stratégies de croissance démographique de l'EZLN et/ou en conséquence de l'imposition de la moraline catholique.

Il devint évident que dans un tel environnement despotique, les critiques ne sont pas admises. À ce moment-là, le sous-comédien⁵ Marcos considérait déjà la proposition de faire incursion dans la farce électorale, profitant de la popularité obtenue avec le soulèvement et de l'offre de candidature présidentielle du désormais disparu Front Cardeniste pour le Parti de la reconstruction nationale

⁵ Jeux de mot entre le grade militaire de Marcos, *Subcommandante* (sous-commandant) et sa fonction de *subcomediante* (sous-comédien)



(PFCRN, Partido Frente Cardenista de Reconstrucción Nacional). Face aux événements, je n'ai pas hésité à exprimer ma critique autour d'un tel opportunisme - typique du plus puissant des disciples de Niccolò di Bernardo dei Machiavelli -, ce qui a immédiatement abouti à mon expulsion définitive du territoire contrôlé par l'EZLN.

La version drolatique qui tentait d'ajouter du folklore à de tels abus d'autorité ne manqua pas d'arriver et le bruit se répandit que mon expulsion avait été motivée par ma constante « indiscipline » parmi laquelle se détachait la goutte qui faisait déborder le vase : m'être fait passer pour le subcomédiant lui-même afin de profiter des faveurs sexuelles d'une journaliste-coucou, une de celles qui viennent dans la jungle avides d'exclusivités avec le micro dans une main et la culotte dans l'autre. La vérité est qu'à cette époque, non seulement ils m'avaient expulsé du « territoire zapatiste » (sic.) en m'accusant d'agir « comme les autres politiciens », mais ils avaient aussi emprisonné sous les charges d' « outrage » et de « désertion » Matt M., membre de la Fédération Anarchiste Révolutionnaire Amor y Rabia, escomptant le silence complice des « compagnons » de l'organisation.

Deux ans plus tard, le 23 mai 1998, la Fédération Amor y Rabia se sabordait, avec près d'une décennie d'efforts et un grand bagage théorique et pratique. Lors de la dernière réunion continentale tenue au Hunter College de New York, l'organisation allait se dissoudre après 3 ans d'affrontements irréconciliables entre ses deux principales factions. Les positions aux antipodes se reprochaient mutuellement d'être les " saboteurs " du projet. Certains étaient accusés d'être " anti-organisation ", les autres d'être des maoïstes. Le " pluralisme révolutionnaire ", postulé comme la bannière de lutte de la Fédération en 1995, s'est révélé comme une stratégie centraliste qui commençait à donner ses effets à moyen terme.

Curieusement, cette stratégie a son origine à San Cristóbal de las Casas, Chiapas, lors du séjour prolongé de certains membres du Comité de coordination de Amor y Rabia. D'abord apparurent quelques analyses favorables aux divagations historiques de la pensée acratique (de la Makhnovchina vers la Plate-forme d'Archinov et l'anarcho-bolchevisme de 1937). Plus tard, se poursuivirent les thèses sur l'importance du " double pouvoir ", du " municipalisme autonome ", du " fédéralisme démocratique ". Et, enfin, la stratégie de la " ligne de masse " fut avalisée et les bénéfices du " Pouvoir Populaire " (Poder Popular) furent applaudis.

Évidemment, ceci signa la fin de la Fédération.

Au Mexique, les satellites de cette sorte de coup d'État de pacotille, immédiatement suivi d'une purge profonde en expulsant toute dissidence, tentèrent de donner une continuité au travail éditorial sous un autre titre mais peu original. Ses promoteurs se diluèrent l'échec du Front de libération nationale zapatiste (Frente Zapatista de Liberación Nacional), abandonnant à jamais tout projet anarchiste. Cependant, cette infâme manœuvre blanquiste a été enterrée dans l'histoire récente de l'anarchisme continental sous une avalanche de vaseline et une tenace campagne de diffamation qui persiste encore de nos jours.

Comme les compagnons de feu la Coordination Anarchiste Informelle (Coordinadora Informal Anarquista) l'ont bien affirmé : « Le sous-comédien Marcos connaît très bien les bienfaits de la vaseline. »⁶. Cet onguent grassex évite la douleur et facilite la pénétration. La positivité légère (sans gravité) de la vaseline empêche la négativité du déchirement. Elle enlève toute résistance du réel et la négativité de l'autre. C'est pourquoi le système de domination augmente le processus de positivité de la société et subvertit la production de vaseline en l'incorporant dans le panier de base [du militant].

Peut-être cet excès de positivité, latent dans tous les recoins sociaux, est-il ce qui a empêché de nombreux compagnons de pouvoir expulser du plus profond des recoins de leurs questionnements – et peu importe avec quelle énergie ils poussaient- la longue pénétration qui les envahissait. L'absence croissante de négativité dans nos boutiques [militantes] a produit les distorsions les plus exubérantes, alimentant des propositions " stratégiques " et des " alliances tactiques " folles et disparates qui commençaient à nous révéler un gâchis théorique-pratique aux proportions défavorables. Peut-être que si ces compagnons, séduits par ces doctrines externes, avaient eu l'occasion d'arrêter l'hyperactivisme inutile qui les accable et d'abandonner, même momentanément, leur « que-fairisme »⁷, ils auraient alors eu l'occasion de réfléchir dans une perspective plus anti-autoritaire et donner une réponse énergique à la pénétration brutale dont ils étaient l'objet sans s'en rendre compte.

Baudrillard précise que « Le seul fantasme en jeu dans le porno, s'il y en a un, n'est pas celui du sexe, mais celui du réel, et son absorption, absorption dans autre chose que le réel, dans l'hyper réel [...] La dimension du réel est abolie par l'effet

⁶ Voir le texte *El Otro Circo y su resplandor cegador –Reflexiones a propósito de la Otra Campaña y su lógica recuperadora* (« L'Autre Cirque » et son éclat aveuglant - Réflexions sur l'Autre Campagne et sa logique de récupération, Annexe III).

⁷ Jeux de mot basé sur le titre du livre de Lénine « *Que Faire* », caractérisant l'attitude léniniste et hyperactiviste qu'ont certains militants gauchistes. On peut comparer cela à la tendance « mouvementiste » en France.

de zoom anatomique, la distance du regard laisse place à une représentation instantanée et exacerbée : celle du sexe à l'état pur, dépouillé non seulement de toute séduction, mais même de la virtualité de son image – le sexe est si proche qu'ils se confond avec sa propre représentation : la fin de l'espace perspective, qui est aussi celui de l'imaginaire et celui du fantasme – la fin de la scène, la fin de l'illusion ».⁸

Le manque de distance et l'exposition hyperréaliste annihile toute négativité et annule toute possibilité d'action érotique, laissant place à l'exhibition pornographique, c'est-à-dire à la logique capitaliste où tout est réduit à la marchandise. La destruction de la transgression érotique se consume / s'accomplit dans le porno quotidien de l'irradiation transparente. Cette irradiation dépourvue de lumière - qui ne brille pas mais qui pénètre - qui rend tout transparent. Privée de la luminosité qu'engendre la tension négative, cette absence de lumière empêche la représentation des actions et la libération des passions dans le théâtre du monde. Sur le cadavre de la négativité s'érige aujourd'hui la transparence, c'est-à-dire l'exposition pornographique.

Cette irradiation transparente a transformé l'Armée zapatiste de libération nationale en une pornoguerrilla. La guérilla de la transparence. Une guérilla incolore, dénuée de toute singularité, qui a dit adieu à l'insurrection, renonçant à toute tension négative. Au cours de sa Longue Marche vers la positivisation, l'EZLN a connu une profonde métamorphose qui s'achève dans la domestication absolue qui les moule aujourd'hui dans un nouvel espace de confort, se prélassant dans la dimension du prix. Le néo-zapatisme d'aujourd'hui peut être synthétisé comme la " guérilla " du spectacle, d'où son engagement dans les médias télématiques et l'incorporation récente de la farce électorale à son large menu d'options.

Sans doute, l'aîné des frères Marx avait raison sur la répétition de l'histoire : d'abord comme tragédie, puis ensuite comme farce⁹. Aujourd'hui, la farce se reflète dans de multiples miroirs d'actes pornographiques d'un léninisme postmoderne qui s'est délesté de tous ses fardeaux, jetant par-dessus bord tyrans et bourreaux qui préfiguraient son inexorable destin tragique. Sous les traits de la transparence, de la tolérance, de l'horizontalité, de l'autonomie et du confédéralisme démocratique, ils se préparent au nouveau film en abusant du close up (gros plan) biologique. Quelques changements imperceptibles accommodent le scénario et modifient le lieu de tournage : de la jungle lacandone il se déplace vers les montagnes du Rojava dans le Kurdistan légendaire. L'affiche qui annonce la première du film nous montre

⁸ Jean Baudrillard, *De la séduction*, Madrid, Ediciones Cátedra, 2011, p. 34

⁹ Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*. La phrase peut être lue en introduction du livre et se lit comme ceci : « Hegel remarque quelque part que tous les grands faits et les grands personnages de l'histoire universelle adviennent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. ».

un nouveau protagoniste. Dans les avant-premières, n nous laisse voir dans un premier plan avantageux Abdullah Öcalan, posant avec un string ajusté rouge et noir. Un zoom intrépide sur la poitrine nous montre en détail un flambant A cerclé soigneusement tatoué sur un gribouillage délavé qui semble avoir été un marteau et une faucille. Encore une fois, son irradiation pornographique provoque ce genre de coaction iconique qui se propage par contagion, déclenchant une nouvelle épidémie virale qui commence à inonder les réseaux télématiques d'hypercommunication anesthésique. Le "mouvement anarchiste", encore une fois, n'échappe pas à sa portée.

Gustavo Rodriguez.

Planète Terre, 19 mars 2017

Un mensonge mille fois répété devient la vérité

Una mentira repetida mil veces se convierte en verdad -Más que una defensa de un prólogo incómodo», por B.A.

<https://propagacionanarquica.noblogs.org/post/2018/03/19/mexico-una-mentira-repetida-mil-veces-se-convierte-en-verdad-mas-que-una-defensa-de-un-prologo-incomodo/>

"La liberté de pensée, c'est avoir le droit de dire aux gens des choses qu'ils ne veulent pas entendre"

George Orwell

« Qui a su obéir saura commander »

Devise de la campagne électorale de l'ancien président Díaz Ordaz.

"Les rêves de la raison produisent des monstres"

Aldous Huxley

J'ai décidé d'écrire publiquement les lignes suivantes (après quelques commentaires dans différents forums anarchistes non publics) sur le texte "L'irradiation pornographique du néozapatismo" de Gustavo Rodríguez, prologue inconfortable à l'édition espagnole du livre « Au-delà des masses montagnées du Sud-Est Mexicain » par l'éditeur et distributeur Pensamiento Ilícito.

La citation qui sert de titre à cette tentative d'échange réflexif (« un mensonge mille fois répété devient la vérité ») est attribuée au chef de la propagande

hitlérienne, Joseph Goebbels, reconnu pour l'influence décisive de sa stratégie médiatique sur l'arrivée du Führer au pouvoir et, pour l'ampleur de sa propagande dans la consolidation du régime national-socialiste et de l'identité nazie. Goebbels et Lénine ont tous deux fortement insisté sur l'utilisation « adéquate » des mensonges au-delà des positions éthiques et/ou morales, dans le but d'atteindre un « objectif supérieur » : influencer de manière décisive la conscience des masses. Dans cette perspective, Goebbels a lancé des centaines de slogans publicitaires qui sont devenus des "vérités" à partir de la répétition constante d'un mensonge, tels que "Nous gouvernons grâce à l'amour et non grâce aux baïonnettes", alors que la terreur et la violence exacerbée caractérisaient le nazisme.

En gardant la sagesse et due distance, il faudrait admettre que certains médias électroniques (même "compagnons") et tel ou tel journal à diffusion nationale, ont collaboré à la diffusion de la propagande néo-zapatiste à travers des slogans écrasants qui ont été répétés "adéquatement mille fois" et qui sont dès lors devenus "vérité", transformant en ennemi public celui qui remet en question ce qui est considéré par avance comme irréfutable. C'est le cas du « gouverner en obéissant » (mandar obedeciendo) néo-zapatiste. Sans oublier le « pour tout le monde tout, pour nous rien » (para todos todo, para nosotros nada) ou, cet autre qui dit : « on se bat pour un monde dans lequel tous les mondes s'emboîtent » (luchamos por un mundo en el que quepan todos los mundos) et autres slogans construits à partir d'une certaine poésie prétendument indigène et lancés opportunément dans l'arène par le Sub Commandante Marcos, qui sont devenus de véritables jalons contribuant à la désinformation et à la pénétration idéologique du « mouvement », transmutant automatiquement en « mensonge » toute dénonciation de l'autoritarisme néo-zapatiste.

Sans manquer de respect à l'intelligence de ceux qui ont fait des commentaires dans le sens de décontextualiser le discours intrinsèque au texte de Gustavo Rodríguez et qui détournent l'attention en s'échappant sur une tangente au lieu d'en confronter le fondement principal, il convient de préciser un fait indiscutable : le texte est raconté à la première personne à partir de l'expérience directe de son auteur pendant ces années de restructuration néo-zapatiste après l'échec de la tentative de l'EZLN de s'emparer militairement des principales municipalités du Chiapas ; un moment où les indigènes qui ne s'alignaient pas sur le zapatisme ont été « déplacés » de leurs communautés par la hiérarchie rebelle EZLN, et dont beaucoup furent enrôlés, après leur expulsion, sous les drapeaux partisans du PRI, du PAN ou, avec le fil des années, par le parti vert écologiste voire même finirent par créer des groupes paramilitaires.

Malheureusement, chaque fois qu'il est exprimé sans restriction que le néo-zapatisme n'est pas ce qu'il semble, montrant sa véritable essence autoritaire et la

réalité à laquelle sont confrontées les soi-disant «communautés rebelles» (même au sein des cercles autoproclamés «anti-autoritaires»), il s'affronte incontestablement à un fondamentalisme millénaire et religieux qui n'admet aucune remise en cause et s'en tient les yeux fermés à un script préalablement écrit qui se répète ad nauseam. Et bien sûr, comme cela arrive toujours dans ces cas, les hérétiques qui osent remettre en cause le dogme sont attaqués sans distinction : « menteurs », « agents de la CISEN¹⁰ », « agents de la CIA », « contre-révolutionnaires », « traîtres », « opportunistes », etc.

Cependant, en tant qu'anarchistes, au-delà des « phobies » et des « philies » manifestées autour de cette organisation (l'EZLN) étrangère à nos idées et à notre pratique, nous devrions nous poser des questions sans fin qui nous aideraient à réfléchir en supprimant tant de toile d'araignée millénariste qui nous empêche de voir. Ici, les questions pourraient se poser précisément autour de ceux qui composent les soi-disant bases de soutien zapatistes. Il serait alors possible d'esquisser comme premières questions :

Pourquoi certains groupes indigènes ont-ils rejoint le Néo-Zapatisme dès sa création et d'autres n'ont-ils pas voulu le rejoindre ?

Pourquoi y a-t-il beaucoup de groupes indigènes du Chiapas qui n'ont pas voulu rejoindre cette organisation au fil du temps, et même ont rejoint au contraire des entités du Système ?

Pourquoi certains continuent de faire partie de cette structure et d'autres ont déserté ? Quelles sont les raisons pour lesquelles ils abandonnent le néo-zapatisme ?

Un deuxième bloc de questions nécessaires devrait porter sur un contexte politique idéologique qui pourrait bien commencer par ces trois questions :

Pourquoi le discours néo-zapatiste est-il si changeant ?

Pourquoi, s'ils ont pris les armes contre l'État à la recherche de l'instauration d'un régime socialiste à la cubaine, lorsqu'ils ont échoué militairement sont-ils montés dans le bateau « démocratique » des transformations et de la « paix sociale dans la justice et la dignité », en promouvant le Frontisme à travers du Front zapatiste de libération nationale (Frente Zapatista de Liberación Nacional, disparu suite à son échec) pour sauter ensuite dans la barque de L'Autre Campagne (La Otra Campaña) avec un discours anti-électoral virulent, pour finir maintenant en sautant une fois de plus dans la participation à la farce électorale à travers sa candidate MariChuy, dans

¹⁰ Le *Centro de Investigación y Seguridad Nacional* ou CISEN (« Centre de la Recherche et de la Sécurité Nationale »), fondé en 1989, est le principal bureau du renseignement du gouvernement mexicain. Il est chargé de l'acquisition du renseignement (notamment par l'espionnage) et de la plupart des opérations clandestines effectuées hors de ce pays

une tentative de résurrection en profitant de la plateforme des prochaines élections ?

Toutes les questions précédentes ne mettent-elles pas en évidence le pragmatisme politique de la hiérarchie militaire néo-zapatiste, qui ne renonce pas à l'idée originelle de la prise du pouvoir mais désormais [abandonne la seule option militaire pour adopter une stratégie] « par tous les moyens nécessaires » ?

Bien sûr, je n'ai pas l'intention de répondre au questionnaire précédent dans cette brève invitation au débat, mais je veux laisser ces questions posées pour que nous puissions y répondre collectivement et faire face à tout ce qui implique d'y répondre de manière réflexive à partir des principes acrates. Pour l'instant je vais essayer de poursuivre cette réponse en recontextualisant le texte publié dans certains forums et qui a motivé cet échange.

J'ose affirmer que le texte en question n'a pas été expressément écrit dans l'intention de perturber la tranquillité de ceux qui ont rejoint l'appel de la jungle, déplaçant le tapis idéologique.

Dès les premières lignes du "prologue inconfortable", on voit que la critique n'est pas dirigée uniquement contre le discours nationaliste libéral de l'EZLN (discours évident dans leurs premières déclarations et reconnu dans les Insurgés Indépendantistes, où ils ont laissé clairement voir de manière manifeste que les peuples autochtones n'étaient pas sur leur agenda, mais plutôt, encore une fois, qu'ils furent utilisés comme chair à canon). Il vise aussi le verticalisme même de sa structure militaire. Et il vise aussi quelques lapsus discursifs, qui ciblent également le mouvement anarchiste local et international, ce « mouvement » qui s'est laissé séduire par ces discours qui lui sont extérieurs, diamétralement opposés à ce que Gustavo appelle « l'échafaudage théorico-pratique » de l'anarchisme.

En ce sens, je ne considère pas qu'il soit « agressif » de signaler les points qui montrent ces distorsions du « mouvement anarchiste », pas plus qu'il ne me semble « agressif » de dénoncer les pratiques autoritaires et le verticalisme de l'EZLN du point de vue anarchiste ou exposer la situation à laquelle sont confrontées les communautés autochtones sous leur contrôle dans un contexte connu (car vécu) de l'auteur du texte. Cependant, ce que je considère comme agressif et, même comme une astuce bon marché, est cette vieille ressource consistant à utiliser les disqualifications pour réduire la crédibilité de celui qui expose ces faits. Suggérer indirectement qu'il s'agirait de positions supposées « droitières » et qualifier de menteur quiconque émet des commentaires contraires au discours d'EZ, c'est cela qui est agressif.

J'espère que l'emploi d'adjectifs qualificatifs ne dégènera pas plus tard dans la longue liste évoquée ci-dessus, qui se résume presque toujours à l'intangible « agent de l'empire » émanant à l'origine des discours populistes si largement utilisés par

les dictatures socialistes (Cuba, Venezuela, pour ne mentionner que les quelques cas en Amérique latine) et répétés jusqu'à épuisement par leurs fanatiques adorateurs. Je me souviens, lorsqu'il y a quelques années nous avons organisé à Mexico une série de présentations avec le compaño Nelson du journal El Libertario du Venezuela, comment les promoteurs de l'événement ont été cyniquement accusés d'"agents de l'impérialisme» ; ou encore comment le journal pro-zapatiste La Jornada a accusé Gustavo d'être un "agent de la CIA", justifiant son expulsion du pays pour la paternité du livre Que la nuit s'illumine ! (Que se illumine la noche!). J'insiste : j'espère que ce n'est pas là votre stratégie.

Peut-être que je pourrais être accusé de "légaliste" si je n'essayais pas d'exprimer mes propres opinions sur le néo-zapatisme, ou si je ne diffusais pas les réflexions d'autres compagnons anarchistes et si je me limitai à utiliser ce qui a été répandu dans les livres de Carlos Tello et Marco Saavedra, des livres qui sont devenus des best-sellers, grâce à la publicité que Hermann Bellinghausen, le célèbre propagandiste du néo-zapatisme, leur a donné malgré lui. Ce dernier a en effet "censuré" ces livres, arguant qu'ils apportaient un "soutien idéologique" à la contre-insurrection parce qu'ils racontaient la présence de "censeurs idéologiques" supervisant ce que les peuples indigènes du territoire zapatiste peuvent dire sur la situation politique et l'organisation ou, sur les communautés Tojolabales qui ont déserté l'EZLN. Mais je ne suis pas non plus disposé à reproduire les apologues des livres d'Adolfo Gilly et Carlos Montemayor, pour gagner l'acceptation et la reconnaissance "politiquement correcte" de mes propos.

En réalité, l'accusation de « menteurs » est extrêmement faible lorsque mes accusateurs ne font même pas le moindre effort pour démentir avec des contributions qui démontreraient vraiment que ce qui est exposé dans le prologue de Gustavo n'est pas vrai et en se limitant à l'utilisation d'adjectifs disqualifiants et en répétant (à la virgule près) tout ce que la machine de propagande néo-zapatiste, y compris La Jornada, essaie de nous faire croire pour réaliser ses objectifs.

Attention, je ne suis marié à aucune tergiversation idéologique, mais plutôt à la construction théorico-pratique de l'anarchisme, c'est pourquoi nous nous efforçons de générer débat et réflexion au sein de nos cercles à partir de la pratique anarchique actuelle et, précisément pour cette raison, nous nous tenons à l'écart du champ de la confrontation personnelle, en essayant d'entamer le chemin "naturel" (pour ainsi dire) de l'anarchie, un développement qui, précisément, je considère a été interrompu après l'émergence sur la scène politique du néo-zapatisme et son adoption ultérieure sans critique dans nos cercles.

Il ne fait aucun doute que la perception de la réalité est appréciée par chaque individu de manière différente, presque toujours en fonction de la distorsion de la lentille à travers laquelle elle est observée. Ma perception de certains concepts et/ou

« lapsus » de l'EZLN, me font me méfier de ses véritables intentions mais, surtout, elles me conduisent à m'inquiéter de la crise théorico-pratique actuelle de l'anarchisme et de l'avenir immédiat de ce « mouvement. » qui une fois de plus a été entraîné dans des projets avec un agenda et des intérêts propres, étrangers à notre théorie et à notre pratique.

Il faut commencer par réfléchir à ce qui s'est passé récemment dans notre environnement géographique, comme le malheureux livre de Marcelo Sandoval, qui conclut que l'actualisation de l'anarchisme va de pair avec le néo-zapatisme ou le texte de Guadalupe Rivera, qui depuis l'influence tardive du féminisme social-démocrate de Simone de Beauvoir, nous parle de la posture euro-machocentriste des anarchistes mexicains tant à l'époque magoniste qu'aujourd'hui. De même, les rééditions répétitives de textes historiques ne contribuent en rien à la reconstruction théorique-pratique de l'anarchisme dans le 21ème siècle alors qu'il y a tant d'autres textes que nous jugeons nécessaire de débattre afin d'avancer non seulement théoriquement mais aussi dans la vie de tous les jours et la lutte quotidienne.

Il est à noter qu'à aucun moment je n'ai affirmé que tous ceux qui sont solidaires sans critique avec l'EZLN sont stupides, aveugles, ni qu'ils s'obstinent à marcher dans l'erreur. Cela dépendra de l'honnêteté de chacun de ceux qui nourrissent cette solidarité. Cependant, il est incontestable que chacun voit ce qu'il veut voir et au moment où il veut le voir. Souvent, la lentille déformante de l'idéologie nous empêche de voir les arbres même si nous sommes dans la forêt. L'opportunisme conditionne aussi la cécité. Ainsi on trouve de nombreux intellectuels stagiaires et de scribes couronnés de lauriers qui préfèrent ne pas voir pour continuer à têter à la source de leur œuvre, ou encore cet autre punk accoutumé à vendre sa chemise en échange de pouvoir poser pour la photo au milieu du multiculturalisme des Caracoles.

Cette critique s'adresse en réalité au circuit anarchiste et à tous ceux qui ont voulu lire le livre loin des mythes et des dogmes. L'objectif, dans ma considération toute particulière, est d'attirer l'attention sur « les délires continus de l'anarchisme contemporain » et de garder un œil critique sur l'avancée du néo-zapatisme sous le charisme de Marcos et le leadership que le CGI assume aujourd'hui avec sa candidate Mari Chuy. Ma critique se veut un « avertissement » et une « alerte » (termes utilisés par l'EZLN dans ses premières déclarations) à travers du débat et de la réflexion ou, mieux encore, plutôt que d'avertissement ou d'alerte, je préfère utiliser des termes plus anti-autoritaires tels que « avis » ou « prévention » aux anarchistes de marcher prudemment sur les traces du néo-zapatisme, non pas avec l'arrogance des " éclairés ", comme cela a été souligné dans les commentaires qui ont motivé cette réponse (une autre ressource gaspillée), mais à partir de positions cohérentes avec notre idées et notre pratique. Ceci dans le même ordre d'idée par

exemple qu'un "avis" opportun d'une compañera publié dans l'un des forums du circuit libertaire, sur les déviations du soulèvement kurde, avis adressé à tous les compagnons anarchistes désireux "... de se battre au milieu du désert pour une cause dont on ne connaît pas encore le fondement mais qu'il est attrayant à première vue, car elle utilise la liberte et l'autonomie comme étendard... ». Ces deux évenements (zapatisme et Rojava) se sont nourris dénergies et de forces libertaires et commencent à compter sur la solidarite non critique du « mouvement », comme le souligne bien le compañero Gustavo dans le prologue en question.

En ce sens, ma critique n'est pas d'une position de confort, mais d'une veritable inquietude face à la crise theorico-pratique imminente de l'anarchisme contemporain. Je crois que tout est critiquable et que nous faisons tous des erreurs, donc nous devons toujours être critiquables. La critique et, plus encore si elle est anarchiste, est notre meilleur alliee. Nous ne devons pas le craindre mais l'encourager. La critique theorique et la critique pratique sont nos meilleures armes.

En tant qu'anarchiste, je ne souhaite pas contribuer au developpement d'un mouvement messianique, et je ne suis pas non plus dispose à le laisser être soutenu au nom de l'anarchisme. Nous ne nous battons pour personne, nous ne deleguons pas nos actions à un ou une porte-parole ou representant. C'est pourquoi nous hissons le drapeau de l'action directe. Nous luttons pour la liberte comme des compañeros égeux entre eux, sans hierarchies verticales ni guides eclaires qui repetent un mensonge jusqu'à ce qu'il se convertisse en verite. C'est pourquoi nous ne croyons pas aux bienfaits ou aux bonnes intentions de la structure neo-zapatiste.

Il semble que dans un effort pour voir les peuples indigenes comme les nouveaux sujets revolutionnaires, de nombreux compagnons pereçoivent le neo-zapatisme comme une option. Cependant, si dans leur structure il y a un groupe d'« eclaires » auquel le reste des indigenes delegue le « bâton de commandement » et avec lui la responsabilite de resoudre leurs revendications et petitions devant le gouvernement (ce qu'ils devraient faire eux-memes de maniere autogeree à travers l'auto-organisation plutôt que de le deleguer), il nous semble clair que ce « mouvement » a tres peu de points en commun (si ce n'est aucun) avec nos conceptions de la liberte et de l'autonomie individuelle.

Enfin, par rapport aux medias libertaires, ma question s'adresse à ceux d'entre nous qui font partie ou se reclament de l'anarchisme : est-il considere comme idiot de publier un texte qui suscite le debat au sein de nos medias ? Que pensent les anarchistes en general de l'existence d'un large secteur de l'anarchisme qui n'est pas sympathisant de l'EZLN, qui ne soutient pas les theses du NEOZAPATISME ni les demarches electorales de la candidate MariChuy ?

Considerez-vous comme une erreur d'encourager le debat et la reflexion ? Pensez-

vous que nous ne devrions publier dans les médias libertaires que des apologies et des articles non critiques sur l'EZLN, le NEOZAPATISME et tout ce qui l'entoure ?

Il est clair pour nous que les lignes directrices (sans tomber dans les dogmes) pour appartenir au mouvement libertaire sont établies dans les principes reconnus entre les membres eux-mêmes. Parmi ces principes, il y a l'antimilitarisme (mais alors comme le rendre compatible avec l'EZLN et sa structure et sa hiérarchie militaire) et, le rejet de la religion (l'EZLN a sa bannière de la vierge en passe-montagne dans la droite ligne de la bannière de la Vierge de Guadalupe d'Hidalgo lors de la guerre d'indépendance ou avec celle des zapatistes du caudillo del Sur, sans mentionner les implications directes du diocèse de San Cristóbal et d'autres formations catholiques inspirées de la théologie de la libération). Ces points parmi d'autres contribuent à finaliser la déclaration solennelle "NOUS SOMMES ANARCHISTES", laquelle logiquement, implique un questionnement et une confrontation de toute structure autoritaire.

Il semble que de nombreux médias libertaires finissent par devenir de nouveaux porte-parole du néo-zapatisme, comme cela s'est produit à l'époque avec le journal américain Love and rage / Amor y Rabi, qui a fini ses jours comme porte-parole officiel de l'EZLN dans les milieux anarchistes, abandonnant ses projets pour servir de couverture médiatique à un organisme extérieur au mouvement anarchiste et qui disposait pourtant déjà d'une large couverture par les médias d'aliénation de masse, lesquels magnifiaient la vedette de Marcos, faisant de lui le personnage central des interviews, articles, reportages et essais. Aujourd'hui, la structure marketing et communicationnelle du néo-zapatisme est bien plus large qu'on ne peut l'imaginer, dépassant de loin tous les moyens de l'anarchisme international.

Février 2018

B.A.

Marichuy et le CNI, où comment les Zapatistes se sont tirés une balle dans le pied ...

Marichuy y el CNI: historia de una autozancadilla -Erick Benítez Martínez

<https://www.portaloaca.com/opinion/13482-marichuy-y-el-cni-historia-de-una-autozancadilla-2.html>



En 2017, le CNI a surpris le monde en annonçant qu'il lancerait un candidat dans la lutte électorale pour la présidence du Mexique, et qu'en plus ce candidat serait une candidate et même indigène par-dessus le marché !

Ce n'est pas mon intention de discuter de l'idiotie de ceux qui disent « faite ce que je dis, pas ce que je fais » et qui font le pari de la participation électorale tout en disant qu'ils ne briguent pas la présidence.

Plus intéressant est le fiasco qui a résulté de la tentative des zapatistes de participer aux élections. Fiasco pour le CNI, et triomphe total pour la démocratie bourgeoise mexicaine.

Le système institutionnel mexicain est complètement discrédité aux yeux de presque tout le peuple mexicain. A noter, par exemple, l'intense publicité développée par l'INE pour stimuler la participation citoyenne aux élections de 2018. Cette campagne électorale ne visait plus à orienter le vote ni à informer le citoyen sur l'acte électoral, mais à donner un nouveau coup de vernis sur la structure déjà complètement vermoulue de la démocratie mexicaine, afin que le peuple aille voter, pour n'importe qui, pour n'importe quel candidat, car l'essentiel est qu'il vote, qu'il participe à la comédie électorale.

Pour ne rien arranger, et comme si la farce ne suffisait pas, on voit le PRI qui était sorti par la porte, revenir par la fenêtre. Bon nombre de membres du PRI, du PRD, etc., ont quitté ces partis où ils avaient pu tranquillement piller le peuple mexicain, pour rejoindre celui qui s'impose désormais comme celui qui mène la course électorale : AMLO. Et ce dernier accepte sans rougir le moins du monde tous ceux qui ont pillé le peuple.

Si tout cela ne suffisait pas, ce sont désormais des acteurs, des actrices, des chanteurs, des footballeurs qui dirigent le pays. Non pas qu'un gouvernement de scientifiques serait préférable, mais qu'il y ait des gens du divertissement et du

football dans le gouvernement fait de la politique l'expression la plus claire d'un CIRQUE ÉLECTORAL.

La honte couvrait les institutions bourgeoises, mais c'est déjà le risque total envers la dérision que signifient les élections.

Et dans ce panorama, ceux qui ont un minimum de dignité et de conscience sociale se tiennent éloignés des élections comme on s'écarte du fumier.

Mais il y avait ceux qui, au sein du CNI, croyaient à la farce de la démocratie et qu'elle pouvait être utile au peuple mexicain.

Qu'ont-ils réellement fait en essayant de se présenter à la présidence? Légitimer les institutions qui sont une honte pour le peuple mexicain. C'est parfait pour le régime bourgeois mexicain que Marichuy ait tenté d'apparaître sur les bulletins électoraux, car les chefaillons de l'INE et tous les démocrates bourgeois mexicains intéressés par l'existence de l'Etat et avec lui le maintien des classes sociales peuvent lever les bras au ciel et crier devant le peuple qui en a marre :

"Notre système électoral est si magnifique que même une femme autochtone a cru dans ce système et a cherché à figurer sur les bulletins électoraux pour briguer la présidence du Mexique. Nos institutions sont si efficaces et libres qu'elles lui ont permis de briguer la présidence !"

Habituellement, les défenseurs de Marichuy affirment que ce serait une avancée qu'une femme autochtone apparaisse sur les bulletins électoraux, et que rejeter cette participation électorale serait être sexiste voire raciste. Marichuy, selon cette perspective, donnerait la parole à tous ceux qui sont soumis au régime bourgeois... mais tout en participant au régime bourgeois. Ils disent qu'ils mettraient le doigt sur la plaie en dénonçant ce que les tyrans de toujours ont fait contre le peuple ... mais tout en participant à ces institutions qui tyrannisent le peuple. Ils disent être la représentation de tous les exploités pour dénoncer le capitalisme sauvage... tout participant aux institutions qui donnent sécurité et fondement à ce même capitalisme.

Mais rien ne peut être plus dégradant pour les femmes et les indigènes que de se mêler à la bourgeoisie, aux tyrans, aux meurtriers et aux pillards du peuple mexicain.

Précisément le rejet de ce système électoral maintient la dignité du peuple en traçant la ligne qui sépare le peuple du gouvernement, et constitue le plus haut degré d'exaltation des femmes, des hommes, des indigènes, des étudiants, etc.

Peuple et gouvernement sont deux antipodes, des pôles opposés qui se rejettent mutuellement. Le gouvernement cherche toujours à soumettre le peuple aux pires

conditions pour l'exploiter au maximum ; le peuple cherche toujours, souvent instinctivement, à arracher au gouvernement le maximum de liberté. L'un ne triomphe qu'à condition d'écraser le plus possible son contraire.

Comment être digne, alors, quand au lieu d'élargir la ligne qui sépare le peuple du gouvernement, on va demander aux bourreaux du peuple la possibilité de participer aux institutions qui maintiennent le peuple dans la misère ?

Dans ces élections, on peut y trouver toutes les intentions et intérêts possibles, mais jamais il n'y aura de dignité ou de justice en participant aux institutions gouvernementales. La tentative du CNI de participer à la farce électorale n'a profité à personne d'autre qu'aux institutions bourgeoises et criminelles qui dominent le peuple mexicain.

Finalement, Marichuy, n'a pas réussi à réunir le nombre minimal des signatures nécessaires pour participer à l'élection. Les Zapatistes disent être plus de un million, mais ils n'ont recueilli qu'un peu plus de 10 % des signatures qui leur ont été demandées.

Quelle était la raison de cette déroute embarrassante, s'il y a assez de zapatistes pour dépasser le million de signatures qui étaient requis ? Il n'y a qu'une seule réponse à cela : même les zapatistes, dans leur majorité, ont refusé de signer pour soutenir la candidature présidentielle ou bien l'organisation de cette tentative de briguer la présidence a été si mal faite que ce fut un échec total et honteux.

J'ai dit un échec honteux, car si en 1994 ils ont donné au monde une inspiration révolutionnaire et ont rempli de gloire les peuples indigènes, en 2018 ils ont jeté des seaux d'ordures sur la tête des peuples, car jamais, jamais dans l'histoire du peuple, les élections bourgeois n'ont été utiles pour changer le monde, et encore moins pour créer une société totalement différente de l'actuelle.

Les zapatistes ont fait beaucoup plus pour la lutte révolutionnaire en 1994 qu'ils ne l'ont fait aujourd'hui en cherchant à participer aux élections. En 1994, ils se sont levés pour la dignité des indigènes ; en 2018, ils ont demandé à participer au jeu électoral des ennemis du peuple.

On peut être d'accord ou non avec les zapatistes, mais s'ajoute maintenant aux critiques existantes cette tâche très noire qu'ils se sont jetée sur eux-mêmes. A quel moment leur a-t-il traversé l'esprit que ce système cumulatif de corruption, d'injustice, où règne l'inégalité et le despotisme, où les élections sont une fraude flagrante dans laquelle on assied dans le fauteuil présidentiel celui qui donnera aux capitalistes mexicains le plus de possibilité pour serrer un peu plus le cou de notre peuple, comment est-il possible que les zapatistes aient pu croire que ce système soit honnête en leur permettant d'aspirer à la présidence ?

Si un nombre suffisant de signatures avait été recueilli, l'INE les aurait-elle reconnues ? Il serait très naïf de penser que cela puisse arriver. N'a-t-on pas assez vu les fraudes flagrantes, des urnes bourrées de bulletins électoraux, ou au contraire l'altération des résultats, l'élimination physique de l'opposition politique et ce même en période électorale ?

Et c'est dans cette institution que les zapatistes croyaient et à qui ils faisaient confiance pour leur permettre de participer au cirque électoral ?

Finalement, le CNI a échoué dans sa tentative de faire figurer Marichuy sur les bulletins électoraux, mais cette tentative restera pour tourner les zapatistes en dérision.

Comment se porte le CNI après cet échec ?

S'il y avait déjà beaucoup de critiques contre eux dans les mouvements sociaux eux-mêmes, cet antécédent de chercher à participer à la comédie électorale sera quelque chose qui les poursuivra pour toujours. Ils ont perdu leur crédibilité auprès de leurs propres partisans, nombreux sont ceux qui ont cessé de sympathiser avec l'EZLN et la CNI suite à leur tentative électorale.

Car si les intentions du CNI étaient de combattre le capitalisme et d'exalter le peuple, avec leur tentative électorale ils n'ont fait que valider les institutions gouvernementales et remplir de honte les peuples quand ils ont vu comment une femme indigène cherchait à se mêler à la lèpre gouvernementale, cherchant dix mille prétextes pour justifier son acte.

Il reste une autre voie, et que ceux qui sont dans les mouvements sociaux devront prendre comme règle de conduite logique et juste à la fois : le rejet de tout ce qui, même de loin, sent le gouvernement, même s'il se proclame populaire, même s'il se dit « d'en bas », bien s'il prétend agir au nom des peuples. Car il ne s'agit pas d'un gouvernement, mais d'une simple aspiration à participer aux institutions de l'ennemi. Il est du devoir des révolutionnaires sincères de dénoncer cet acte comme une trahison des peuples, car au lieu d'éroder le pouvoir, il conduit les peuples à croire que les institutions sont justes et nécessaires.

Le peuple ne sera jamais libre avec les moyens de ses bourreaux. Jamais un accord ne pourra être trouvé entre le peuple et le gouvernement, car c'est dans l'écrasement de la partie adverse, que chacun trouve les moyens appropriés pour son existence. Le scrutin électoral n'a jamais été nécessaire pour combattre le capitalisme, ni pour pouvoir faire entendre sa voix.

Pour les anarchistes, le spectacle a été honteux et embarrassant. Mais cela a aussi été l'occasion de marquer davantage notre personnalité ennemie de toute forme de gouvernement établi ou qui entend s'établir, y compris de ceux qui (comme dans le

cas de Marichuy), sous n'importe quel prétexte, tendent à réconcilier peuple et gouvernement, même quand on dit qu'il ne s'agit que d'un moyen de propagande.

Nous affirmons avec Bakounine que “le peuple n’aura pas la vie plus facile quand le bâton qui le frappera s’appellera bâton populaire.”

De la même manière que participer aux élections ne rend pas le peuple digne, il le dégrade. Ces élections ont été une nouvelle occasion d'abhorrer les institutions bourgeoises auxquelles certains continuent de croire.

Erick Benítez Martínez, 18 février 2018

Editeur, designer et distributeur, Ediciones La voz de la Anarquía, Mexico

Regardez qui a enlevé la cagoule ! Sur la candidature zapatiste pour 2018 et les anarchistes

<https://propagacionanarquica.noblogs.org/post/2018/01/23/mexico-miren-quien-se-quito-el-pasamontanas-sobre-la-candidatura-zapatista-para-el-2018-y-los-anarquistas/>

Je n'ai été que modérément surpris quand m'est parvenue la nouvelle que l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération nationale) et le Congrès national indigène (CNI, la face politique de l'EZLN) désigneraient un candidat indépendant et indigène pour les élections présidentielles de 2018, confirmant pour la millième fois que les guérillas ne cesseront jamais d'être ce qu'elles ont toujours été : des groupes politiques armés autoritaires et d'avant-garde dédiés à la prise du pouvoir. Mais il semble que beaucoup - et surtout, certains secteurs de « l'anarchisme » civil ou libertaire¹¹ - l'avaient oublié. Toutefois cette situation en soi n'est pas à reprocher aux guérilleros, puisque ce sont eux qui savent jouer ce jeu de la politique. Il faut plutôt reprocher le manque de clarté et d'analyse chez les Acrates eux-mêmes.

¹¹ Pour esquisser quelques touches du concept, j'entends par « anarchisme civil » celui qui cherche l'affirmation sociale [et la visibilité militante], qui se gère dans le cadre de la loi et qui condamne et parfois désigne directement les anarchistes qui passent à l'attaque ; qui demande à la fois des permis et des droits et qui appelle à des réformes sociales et qui cherche même à influencer les positions politiques dans les espaces qui appartiennent au pouvoir, dans les limites qu'il impose ; qui côtoie de larges secteurs de la gauche, qui est populiste et qui souvent finit par se dire seulement « libertaire » pour ne pas effrayer les masses, cachant le caractère offensif que l'anarchisme a toujours eu. Cet anarchisme n'est concrètement pas une rupture avec l'État, car aussi dans la plupart des cas, ses paradigmes reposent sur des théorisations du début du XXe siècle qui ne s'adaptent pas au présent et sont également contaminées par des expériences historiques proches du marxisme ; ce qui le fait flirter avec la social-démocratie et sa citoyenneté.

Nous avons vu il y a quelque temps comment l'Armée Zapatiste – à la différence d'autres guérillas actuellement actives au Mexique comme l'EPR, l'ERPI, le TDR, etc. – a abandonné le lexique prolétarien hérité du XIXe siècle, pour le transformer en un vocabulaire plus moderne mais avec la même essence : il ne s'agit plus d'une lutte ouverte contre le capitalisme (bien qu'ils se disent anticapitalistes) mais contre le néolibéralisme ; ils ne s'agit plus de prolétaires et de bourgeois, maintenant ce sont ceux d'en bas et ceux d'en haut ; ils ne revendiquent plus la destruction de l'Etat bourgeois mais la lutte contre le Mauvais gouvernement ; ce n'est plus la structure classique d'un Parti de cadres, mais on a vu la transformation du Front zapatiste en une somme d'individualités et de collectifs adhérents à la Sixième déclaration se disant autonomes mais qui dans le faits exécutent les ordres des Commandantes sans discussion, au prétexte de la solidarité avec les zapatistes, avec leurs communautés et avec leurs secteurs de lutte en dehors du Chiapas (le syndicat enseignant CNTE pour n'en citer qu'un). Nous avons vu comment ils critiquaient les dirigeants et promouvaient leur « gouverner en obéissant » (*mandar obedeciendo*), et nous avons également vu comment ils favorisaient « l'autonomie » grâce aux subventions obtenues par les associations civiles et les organisations non gouvernementales (AC et ONG). Toutes ces couleuvres, certains « anarchistes » les ont avalées, mais évidemment PAS TOUS.

Je me souviens très bien comment l'EZLN a débuté l'Autre Campagne en pleine période électorale en 2005 quand le Sup Marcos, à l'époque "Délégué Zéro", tel un homme politique parcourait tous les recoins du pays qui lui ouvraient les portes pour lui faire part de leurs peines et de leurs luttes, dénonçant avant tout l'inefficacité organique des partis politiques (les partis légaux et enregistrés, bien sûr !) ; de la démocratie représentative ainsi que la pourriture de la classe politique. Il incitait à l'abstentionnisme et au boycott électoral, il appelait à l'organisation « en bas et à gauche » et à la construction de réseaux de lutte autonomes car « on ne peut rien faire d'en haut ». A cette époque, cela attira l'attention de nouvelles générations anarchistes qui n'avaient pas été cajolées lorsque le soulèvement initial de 1994 avait eu lieu. Mais ce ne sont pas seulement les anarcos qui ont répondu à l'appel, mais pratiquement tout groupe ou personne qui se considérait comme de gauche et qui était en lutte sociale, faisant de l'initiative de l'Autre Campagne une révolte de tous avec tous, amassant les tendances qui étaient pourtant contraires les unes aux autres mais qui en fait allaient servir les propres fins politiques du seul zapatisme. L'EZLN n'a pas cessé de mettre en œuvre la stratégie communiste classique du Front Large (*Frente Amplio*), mais comme toujours en utilisant d'autres mots peut-être plus poétiques.

Peu de temps après, des critiques et des prises de distances ont commencé à émerger au sein des cercles anarchistes [mexicains]. Certains ont carrément coupé les ponts et d'autres ont même timidement soulevé des critiques comme celles

promues par le Bloc anti-constitutionnaliste de l'Autre campagne (*Bloque Anti-Constitucionalista de la Otra Campaña*)¹², contre la proposition de créer une nouvelle Constitution politique. Le Groupe socialiste libertaire de Monterrey publia une critique qui visait juste sous le titre « *La sixième déclaration et l'autre campagne : un programme et un projet pour la continuité du capitalisme* »¹³.

Pourquoi est-ce que je mets tout ça sur la table ? D'abord pour rafraîchir un peu la mémoire et ensuite pour mettre en évidence la facilité avec laquelle les oreilles de nombreux anarchistes ont été emplies de miel, qui ont naïvement voulu voir l'anarchie là où il n'y en a pas, et qui en sont arrivés à forger officieusement le mensonge de l'"anarcho-zapatisme", expression fallacieuse non pas du fait de la nouveauté de cette candidature présidentielle zapatiste qui révèle enfin en pleine lumière son vrai visage caché sous le passe-montagne, mais parce que Zapatisme a toujours été réformiste, médiateur et récupérateur :

- **Réformiste** parce qu'il a toujours recherché la légalité, l'approbation, le respect ou l'abrogation des lois ou des accords en vigueur, la reconnaissance légale des peuples autochtones au sein du système basé sur les « droits », le paternalisme étatique via soutien économique, entre autres ;

- **Médiateur** parce qu'il a toujours continué à utiliser les ressources que l'État accorde à ceux qui vont faire du travail social dans les zones qu'il ne peut pas atteindre, en les dotant de moyens et d'infrastructures qui serviront finalement à faire son travail – ce n'est pas pour rien que San Cristóbal de las Casas est l'un des endroits où pullulent les ONG et les Associations Civiles liées à l'EZLN (quelle bonne affaire !) -, et qui ont servi partout d'extincteurs dans l'affrontement direct contre l'Etat/Capital, qui ont favorisé la coexistence, la citoyenneté et le pacifisme en face d'un ennemi brutal ;

- **Récupérateur**, car leurs actions, n'étant pas à un point de rupture anti-étatique, finissent par reproduire les valeurs du système telles qu'on le voit ouvertement dans l'actualité d'aujourd'hui.

Maintenant que les choses sont claires, combien d'anarchistes vont continuer à soutenir cette lutte ? Maintenant que l'anarcho-zapatisme s'est scindé en deux, avec quelle moitié resteront les gens qui errent dans cette idée, avec celle des anarchos ou avec celle des zapatistes ? Si c'est du côté de la moitié zapatiste que tombe le choix, s'il vous plaît arrêtez alors de nous appeler compagnons (*compañeros*). Mais la question pour ceux qui choisissent la partie 'anarcho' est qu'il n'y a pas de moitié ou de demi-mesure ici : soit vous l'êtes, soit vous ne l'êtes pas. A partir du moment

¹² <http://anticonstitucionalistas.blogspot.mx/>

¹³ <https://webgsl.wordpress.com/2007/11/30/la-sexta-declaracion-y-la-otra-campana-un-programa-y-un-proyecto-para-la-continuidad-del-capitalisme/>

où un projet anarchiste a promu un projet de gouvernement, un projet de pouvoir, [il cesse d'être « anarcho »]. Jamais [ce ne sera possible] ! Ça ne sert à rien de sortir de vos manches les trahisons historiques de l'Espagne de 1936, car bien qu'elles aient été des trahisons, la critique anarchiste que beaucoup d'entre nous ont décidé d'avancer a rejeté l'anarchisme ouvrieriste, industriel et progressiste. Encore moins nous ne voulons nous mettre en rapport avec les politiciens marxistoïdes du Front étudiant libertaire du Chili (*Frente de Estudiantes Libertarios de Chile*) qui sont présidents des fédérations étudiantes de ces terres, ou avec ceux de nos compatriotes qui ont voulu enseigner [faussement] les expériences anarchistes comme des exemples de Pouvoir Populaire (*Poder Popular*).

Je plains les pauvres qui, si ma mémoire me permet de me souvenir, disaient « je ne marcherai certainement pas avec le PRD », montrant ainsi qu'ils étaient déjà conscientes que les partis politiques et la voie électorale étaient voués à l'échec et qu'ils faisaient même partie du problème. Ils doivent être au bord de l'évanouissement parce que leurs héros sous leurs passe-montagnes ont fait ce qu'ils ont dit qu'ils ne feraient pas : chercher le pouvoir ! Ou bien, peut-être qu'ils regardent la nouvelle orientation de l'EZLN avec des yeux bienveillants et en respectent les nécessité qui leur dictent ses ordres – et oui ! - déguisés sous les termes de « solidarité » et de « réalisme politique ».

Maintenant, la proposition de l'EZLN n'aurait pas pu être plus hipster : une femme, indigène, se lance dans la course à la présidence ¡*Válgame Dios!* Oh mon Dieu ! Par hasard, avez-vous déjà entendu le nouvel album de Manu Chao ? Typique du gauchisme postmoderniste qui cherche à profiter de la marginalité et à la diviniser pour gagner des adeptes. Peut-être devraient-ils penser à un candidat *queer*, végétalien, de préférence « basané » (*morenito*) et pauvre, avec des lunettes en plastique, qui a subi le *bulling* (brimades) à l'école primaire. Ou mieux encore, ils devraient limer leurs petites aspérités avec AMLO (Andrés Manuel López Obrador) et créer une coalition de gauche. On sait déjà que pour le Zapatisme AMLO n'est pas de gauche mais du centre, mais peu importe : la fin justifie les moyens, ce qui compte c'est de sauver le pays ! C'est seulement ainsi que le drapeau tricolore national pourra acheter sa rédemption et être utilisé de nouveau. Héritage du premier empire et bannière de la consolidation de l'État-nation mexicain, c'est seulement maintenant que ce drapeau pourra flotter comme un symbole purifié de résistance et de dignité... Tant que vous aurez un rêve onaniste à ce sujet, de notre côté nous continueront à mettre le feu à n'importe lequel des symboles du système, que ce soit ses drapeaux mexicains comme cela s'est produit en 2014, le 1er mai à Oaxaca ou que ce soit les sièges de l'INE (Institut national électoral) qui ont été

attaqués à Oaxaca, Puebla, Xalapa ou Mexico¹⁴.

Cela vaudrait la peine de mentionner la merde qu'ont été tous les gouvernements de gauche en Amérique latine, comme leur ami Evo Morales le président de la Bolivie, indigène Aymara de gauche qui était venu pour tout sauver – ne me faites pas rire, s'il vous plaît ! ou encore la présidente du Chili Bachelet, qui est également venue arranger la vie des citoyens chiliens parce qu'elle est une femme de gauche... encore une fois, s'il vous plaît, arrêtez vos blagues ! Et on ne dit pas qu'ils ont été des merdes parce qu'ils ont exercé une mauvaise administration, mais parce qu'en soi, tout poste de gouvernement - et plus encore celui de président - sert à donner une continuité au système : à l'État, au progrès, à la société techno-industrielle. Je ne vais non plus parler des frères Castro de Cuba ou de Chávez ou Maduro du Venezuela¹⁵.

Mais par-dessus tout, il nous semble ridicule que la proposition de l'EZLN et du CNI – alors qu'elle surgit d'un environnement indigène - cherche à organiser et administrer la société de masse¹⁶. Cette proposition vise une gouvernance et un ordre généralisés, car ils tendent à homogénéiser, à contrôler ; surtout si la dynamique du capital se trouve au milieu de tout cela. Un monde gouverné par des États-nations qui dégradent, envahissent et détruisent les territoires ancestraux ; qui imposent des identités nationales créées pour maintenir les individus ensemble sous le manteau de leurs lois ; qui détruisent la diversité et la nature elle-même, c'est précisément le monde contre lequel nous luttons. Je ne comprends pas comment, en pensant hypothétiquement que votre candidat gagnerait, vous pourriez arrêter l'avancée du progrès¹⁷ et de l'industrialisme qui rogne chaque jour davantage les

¹⁴ Je listerai ici ces actions plus ou moins récentes juste pour montrer une des formes et des objectifs qu'ont eu les anarchistes au Mexique, mais qui ne se limitent pas à ce type d'intervention : Attaque du siège du PRI à Oaxaca le 1er mai 2015. Attaque à l'explosif dans les locaux de l'INE à Puebla le 27 mars 2015. Incendie de l'INE et du SEDESOL (Secrétaire au Développement social) les 1er et 2 juin 2015 à Xalapa. Attaque contre un siège du PRI à Mexico en pleine marche pour commémorer le 43e anniversaire de l'Halconazo le 10 juin 2014. L'échec de la tentative d'attentat contre l'Institut fédéral électoral et un siège du PRD à Mexico le 27 juin 2012, où l'acrate Mario López a été blessé par l'explosion de sa propre bombe. Emprisonné, il est aujourd'hui en fuite.

¹⁵ Toujours au Venezuela, nous avons vu naître des monstres tels que « l'anarcho-chavismo » ou « l'anarcho-madurismo », inséminés par des sedeurs pseudo-anarchistes du Chili.

¹⁶] *Sociedad de masas*: Société de masse ; organisation sociale à grande échelle et complexe qui unifie des individus et des groupes qui perdent leurs propres caractéristiques essentielles au profit de caractéristiques que le système façonne. Ils fusionnent en une communauté fictive pour la reproduction du capital et ont nécessairement besoin d'être réglementées par un État. Ils perdent donc leur autonomie, déléguant de plus en plus d'aspects de leur vie à d'autres personnes physiques ou morales.

¹⁷ Pour éviter les confusions sémantiques, j'entends par progrès le développement de divers facteurs de production : technologie complexe, avancées scientifiques, génération de

secteurs autochtones avec lesquels vous dites pourtant être. Au final, ce que l'on voit, c'est que la proposition zapatiste cherche à gérer le progrès.

Au cas où cela se produirait, que nous ayons en 2018 un président de la gauche zapatiste, il devrait se préparer à l'insurrection non seulement des anarchistes ; mais des autres groupes qui reconnaissent dans l'État un garant du progrès ; le grand problème ici est le suivant : ils nous connaissent trop.

Rébellion immédiate, Mexique 18/10/2016

EZLN : Toujours les élections !

A l'occasion du référendum du 1er août 2021, organisé par le Président Mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO), pour proposer que les anciens présidents soient passibles de poursuites pour corruption, l'EZLN s'est jointe à l'appel pour voter « oui », cette fois au nom de la justice pour les victimes.

Pour une chose, puis pour une autre, de nouveau l'EZLN appelle à voter. En 2018 c'était pour désigner Marichuy comme candidate pour les élections présidentielles ; en 2021 c'est pour poursuivre en justice les anciens présidents.

La chose pourrait paraître une affaire de naïveté innocente de la part de l'EZLN et on pourrait penser que l'EZLN le fait sincèrement pour obtenir une réparation de justice pour les victimes de ce système. Mais penser à de la naïveté innocente de la part de l'EZLN, c'est les croire inaptes à interpréter le contexte politique. Or malgré les divergences que l'on peut avoir avec eux, nous savons que ce n'est pas le cas.

Il est bien connu que le référendum est une « souveraine idiotie », car pour passer il lui faudra récolter 37 millions 400 mille signatures, dans un grand nombre de bureaux de votes distincts, ce qui représente un quart de la population totale du Mexique (en incluant les mineurs qui ne peuvent pas voter). Selon l'Institut National Electoral (INE), chargé d'organiser le référendum, il y a au Mexique 95 millions de

connaissances attachées aux intérêts capitalistes, expansion des zones de flux de marchandises, croissance des agglomérations métropolitaines ; des facteurs qui, à leur tour, affectent chacun des aspects de la société et tendent à la complexifier ; décimant et artificialisant les écosystèmes et les formes de vie (humaines et non humaines) qui se sont développées en dehors du système de domination actuel. L'industrialisme fait partie intégrante du progrès. Tout cela sous l'idée d'un supposé avancement et bénéfice de "l'humanité".

personnes pouvant voter [sur une population totale de 127 millions], c'est-à-dire que 30 millions sont soit mineurs soient n'ont pas les documents nécessaires pour voter.

Ainsi sur 95 millions de votant potentiel, il faudrait que 37 millions se prononcent en faveur de l'initiative de référendum, soit 39% de l'électorat total. L'affaire est sans aucun doute comique.

Ensuite, le référendum ne dit pas que les acteurs politiques (pas seulement les présidents) doivent être traduits en justice, mais simplement qu'ils pourront faire l'objet d'enquêtes.

Dans un contexte comme le Mexique, où règne l'impunité, penser qu'une telle enquête, au cas où le référendum réussirait à réunir assez de voix, pourrait conduire à éclaircir quelque chose pour les victimes, c'est tout simplement ne pas savoir dans quel pays on vit.

Admettons que par miracle cela puisse arriver, que toutes les signatures soient réunies, que les institutions pourries de l'Etat mènent une enquête sans corruption et sans couvrir les politiciens et sans qu'AMLO veuille leur pardonner, comme cela est arrivé avec Cienfuegos, Lozoya, Gordillo, etc., etc., puis qu'ils soient amenés au tribunal ... Et bien même dans ce cas, il est possible qu'ils en ressortent libres !

Il semble que pour l'EZLN les exemples d'impunité ne sont pas suffisants : Emilio Lozoya, le général Cienfuegos, Elba Ester Gordillo, Mario Marín, Osorio Chong lui-même, Ebrard, la liste est longue de ceux qui sont encore en liberté sans être dérangés pour leurs crimes.

D'où vient alors que l'Armée Zapatiste EZLN lance un nouvel appel à se rendre aux urnes pour légitimer un système mortifère qu'elle ne se lasse pas de dire par ailleurs qu'elle le déteste et qu'elle veut le détruire ?

Curieuse question ! Il y a quelques semaines, l'EZLN s'est plainte du racisme des institutions mexicaines, et maintenant elle appelle à utiliser ces mêmes institutions pour aller aux urnes.

Appeler à légitimer ce système mortifère, c'est marcher sur sa propre langue dans tous ses discours. Prétendre que la justice n'est pas rendue par l'action populaire, mais à travers les institutions bourgeoises est quelque chose de pitoyable à ce niveau.

Irons ceux qui les croient encore, nous les verrons le 1er août se rendre aux urnes ! Ce qui est clair, plus que clair, c'est que l'EZLN est petit à petit plus proche d'une organisation politique que révolutionnaire, plus démocrate que sociale, et que personne ne s'étonnera de les voir s'engager dans toujours plus d'actes légaux et électoraux à l'avenir, tout indique qu'ils s'en vont suivant cette route.

Il ne faut pas penser que nous ne voulons pas la justice pour les victimes de ce système, mais demander justice pour les victimes de l'Etat à ce même Etat, c'est demander au bourreau de faire justice contre lui-même. Une absurdité totale.

La justice doit être sociale et non politique ; révolutionnaire et non institutionnelle ; économique et pas électorale. Penser que la justice viendra en allant aux urnes, c'est n'avoir rien appris de l'Histoire ni du contexte contemporain du Mexique. C'est- de la part de l'EZLN – tromper ceux qui les suivent pour les habituer petit à petit au système électoral bourgeois et les entraîner petit à petit dans la politique.

Une affaire honteuse, pour sûr.

Erick Benítez Martínez, 26 juillet 2021

PS : L ' échec démoc-rat (après le résultat du référendum)

Eh bien aujourd'hui, 2 août 2021 ; malgré les 522 millions de pesos (soit 22,6 millions d'euros) dépensé pour ce référendum, nous arrivons à peine à 6 millions et demi de votants pour le oui au procès des politiciens.

On voit que l'appel de l'EZLN à rejoindre le cirque démocrate n'a pas réussi à prendre, soit que les gens ne voulaient de justice pour les victimes, ou mieux, que les gens n'ont pas cru à cette farce de consultation à laquelle seuls certains sociaux-démocrates ont crus.

On reprochera à l'INE d'avoir ouvert trop peu de bureaux de vote, les indécis seront accusés de ne pas être allés voter et même les anarchistes seront blâmes pour avoir appelé à ne pas participer à la farce gouvernementale. Ils vont blâmer tout le monde parce que leur exercice démoc-rat, avec lequel ils pensaient encourager leur démocratie bourgeoise, depuis le palais national ou depuis le Chiapas, a été un échec.

La vérité c'est que ni le désir d'enquêter sur quelque chose ni l'appel des victimes, les deux bobards démoc-rats également lamentables, n'ont suffi à rassembler même pas 7 millions de voix.

Sur 93 millions de Mexicains ayant la possibilité de voter, ils n'en ont même pas atteint 7. Un abstentionnisme de 86 millions de personnes est un panorama qui devrait être un apprentissage pour ceux qui ont appelé à voter depuis la baraque sociale. Mais non, nous les reverrons sûrement bientôt en train d'appeler aux urnes sous quelque nouveau prétexte, mais de plus en plus près de la démocratie bourgeoise et de plus en plus loin de la révolution.

Le dessous des cartes : le voyage en Europe ou la tentative de marketing politique de l'EZLN envers la gauche et la jeunesse européenne ...

Article du journal Mexicain *Proceso*¹⁸, qui permet de comprendre les intentions derrière le voyage en Europe de l'EZLN : resserrer les liens qui s'étaient distendus avec la gauche européenne, rallumer la flamme pour l'EZLN dans les cœurs de la nouvelle génération militante, de façon à redonner du souffle à leur base de soutien. Car comme l'explique l'auteur si l'EZLN a réussi à développer des systèmes éducatifs, sanitaires et économiques alternatifs, ils restent fragiles et dépendants (notamment financièrement) de soutiens extérieurs et essentiellement européens, qui sont instables. L'EZLN vient donc en Europe rechercher ces soutiens qui lui sont nécessaire dans son bras de fer avec le gouvernement mexicain et garantir ainsi leur survie. L'EZLN est cependant confronté à une contradiction : ses réseaux de soutien encore actifs en Europe sont essentiellement issus du mouvement anarchiste, alors que c'est du pouvoir de pression diplomatique et géopolitique de la gauche intégrée dans le pouvoir (socio-démocrates, écologistes) que l'EZLN a besoin. Pour ne pas s'aliéner ce qui reste de sa base militante de soutien, l'EZLN veille donc à gommer dans sa propagande vers l'Europe tous les aspects nationalistes¹⁹ ou intégrationnistes de sa politique actuelle (participation aux élections). Et elle continue en coulisse ses tractations avec la gauche institutionnelle, avec qui au fond elle partage bien plus d'affinité politique et pratique qu'avec les libertaires qui lui organisent sa tournée de retour sur scène, telles un come-back de vieilles rock stars oubliées.

L' EZLN, sa non-rencontre avec AMLO et son divorce avec la gauche européenne

EZLN, su desencuentro con AMLO y su divorcio con la izquierda europea

<https://www.proceso.com.mx/reporte-especial/2019/1/23/ezln-su-desencuentro-con-amlo-su-divorcio-con-la-izquierda-europea-219077.html>

Marco Appel, mercredi 23 janvier 2019

Même si en 25 ans de lutte, l'organisation de guérilla de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a obtenu quelques réussites, sa confrontation avec le président Andrés Manuel López Obrador [dit AMLO, élu pour 6 ans à la présidentielle de 2018] a alimenté le désaccord avec des secteurs de la gauche européenne qui étaient jusque-là ses alliés. Alors que les courants traditionnels de la gauche européenne ont considéré avec enthousiasme l'élection de López Obrador, la conséquence pour les zapatistes fut de ne rester qu'avec le soutien de

¹⁸ Journal de référence de la gauche universitaire et des fonctionnaires du Mexique. Ses reportages et son analyse de l'actualité en font un magazine de qualité qui enquête notamment très sérieusement sur le trafic de drogue.

¹⁹ Ainsi la photo du discours de départ de la délégation vers l'Europe, qui s'est faite sous un portrait de Guevara et sous le drapeau mexicain (reprise en couverture de cette brochure), ne figure pas sur les sites européens de soutien à leur tournée, alors qu'elle figure bien sur le site de l'EZLN ...

groupes minoritaires contestataires, ce qui pourrait réduire leur influence internationale. Cela fait partie de l'analyse faite par le sociologue Bernard Duterme, directeur du Centre tricontinental (CETRI), un institut belge qui, depuis 1976, étudie la situation dans les pays en développement. Dans un entretien à l'agence de presse APRO, le chercheur et auteur du livre « *Zapatisme : la rébellion qui dure* », considère que si l'intérêt autour de l'EZLN persiste en Europe, il n'est pas aussi fort que lorsque les zapatistes ont pris les armes. « *Il existe toujours un réseau d'organisations et de groupes européens intéressés par ce qui se passe au Chiapas, mais sans la même vigueur qu'il avait dans les années 90 et 2000, après la marche zapatiste sur le District fédéral [la capitale Mexico] en 2001* », explique l'auteur de nombreux essais sur le mouvement de guérilla qui a éclaté le 1er janvier 1994 au Chiapas.

Duterme est l'un des chercheurs européens qui connaît le mieux le mouvement zapatiste et ses liens avec l'Europe. En 1991, il a commencé à travailler avec l'ONG belge *Entraide et Fraternité*, qui appartient à la plate-forme européenne *Coopération internationale pour le développement et la solidarité* (CIDSE), laquelle regroupe des ONG catholiques de gauche liées au diocèse de San Cristóbal de las Casas, [épicentre du Chiapas]. Ces organisations ont apporté un soutien financier aux ONG mexicaines ayant des projets communautaires dans la région de San Cristóbal de las Casas. C'était le cas, rappelle Duterme, de l'organisation *Desarrollo Economico y Social de los Mexicanos Indígenas* (DESMI) - à laquelle 10 000 dollars étaient attribués annuellement - ou du *Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas*. Ces fonds provenaient des dons des paroissiens [belges] et du budget de soutien au développement alloué par le gouvernement belge. La plate-forme a également collaboré au financement de la *Commission nationale d'intermédiation* (CONAI), fondée par l'évêque Samuel Ruiz et qui, de janvier 1994 à juin 1998, a assuré la médiation du dialogue de paix entre l'EZLN et les gouvernements des présidents Carlos Salinas de Gortari puis Ernesto Zedillo.

Duterme estime que le facteur décisif dans la perte des partisans européens de l'EZLN est la division et la confrontation que génèrent parmi les secteurs de gauche les différentes positions de leurs pairs latino-américains. Dans les premières années de son existence, l'EZLN pouvait compter sur le soutien de tous les versants de la gauche européenne, de la social-démocratie jusqu'aux groupes anarchistes. Mais depuis quelques années – constate le chercheur belge – une partie [de la gauche européenne] penche en faveur de la gauche institutionnelle qui dans certains pays d'Amérique latine est venue au gouvernement, alors qu'une autre partie soutien les mouvements sociaux de gauche, tels que les indigénistes ou les écologistes qui sont critiques de ces mêmes gouvernements. Ces deux pôles ont fini par se faire face. « *Beaucoup de ces gouvernements de gauche - explique Duterme - ont appliqué des politiques extractivistes (exploitation intensive des ressources naturelles),*

auxquelles d'autres groupes de gauche se sont opposés. En Équateur, par exemple, des organisations européennes ont soutenu les luttes des communautés indigènes qui protestaient contre le gouvernement de gauche de Rafael Correa (2007-2017), qu'elles accusaient d'être un présidentialiste et un prédateur ». Et ce même conflit, souligne Dutermé, s'est produit sous les gouvernements du Parti des travailleurs [de Lula] au Brésil ou avec l'actuel régime d'Evo Morales en Bolivie, et réapparaît maintenant avec le gouvernement de López Obrador [au Mexique], qui s'est heurté à l'opposition de l'EZLN et de son entourage contre des projets tels que le Train Maya²⁰. Mercredi 16 janvier 2019, près de 700 intellectuels et militants nationaux et étrangers – dont de nombreux européens - ont signé une lettre de soutien à l'EZLN et à son rejet du train maya. Dutermé explique que la conséquence de cette division interne de la gauche a été qu'actuellement, en Europe, le zapatisme est plus populaire « dans les cercles libertaires et autonomes » que dans la gauche traditionnelle. « Il y a beaucoup de sympathisants zapatistes européens qui ne sont pas des anarchistes. Mais la tendance est que le zapatisme reçoit plus de soutien des secteurs anarchistes, qui sont très critiques envers l'État et les acteurs politiques traditionnels et leurs systèmes verticaux de pouvoir ».

Pour Dutermé, cette situation ne semble pas favoriser le poids international des zapatistes, et il se demande si la capacité de ces groupes à faire pression en faveur de l'EZLN est la même que par le passé. « C'est difficile de répondre. Il est vrai que le conflit ouvert avec le gouvernement de López Obrador les éloigne des cercles qui ont placé beaucoup d'espoir en lui. Dans une partie significative de la gauche européenne, l'élection d'AMLO a été une très bonne nouvelle. Dix ans après ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Amérique latine, enfin un président a été élu au Mexique avec un projet de gauche néo-développementiste qui vise à moderniser le pays grâce à de forts investissements de l'État et à la mise en œuvre de mégaprojets. ».

L'universitaire belge rappelle que le zapatisme n'est pas un thème central au Mexique, et encore moins en Europe. [c'est un micro-sujet, loin des préoccupations nationales et internationales]. Il constate que lorsqu'il est invité à donner des conférences en France ou en Belgique, il se rend compte qu'une grande partie des participants, et surtout les jeunes, ne savent pas de quoi il s'agit. « Dans les années 1990, beaucoup de jeunes se sont intéressés à la politique grâce au zapatisme », explique Dutermé, qui affirme que le groupe de guérilla « a eu un rôle important

²⁰ Le Train Maya (en espagnol : *Tren Maya*) est un réseau de chemin de fer interurbain en construction au Mexique qui traversera la Péninsule du Yucatán. Le réseau, d'une longueur de 1 460 km, est constitué d'une liaison entre Palenque au Chiapas et Cancún dans le Quintana Roo via deux itinéraires qui encerclent la péninsule. Le projet vise à relier les destinations touristiques du Yucatán, y compris les sites mayas historiques dont il tire son nom.

sur toute une génération, pour qui il a été une source d'inspiration ». Actuellement - fait remarquer Duterme - le réseau des alliés européens du zapatisme est constitué de collectifs « minoritaires, marginaux, et ayant du mal à avoir de l'influence politiquement ». Le sociologue belge précise cependant que, « si demain il y a un problème au Chiapas » qui impliquerait l'EZLN, « il y aurait probablement une nouvelle mobilisation européenne avec un certain pouvoir d'influence, par exemple, au Parlement européen ».

Nous avons contacté [pour écrire ce papier] certaines des ONG européennes qui, depuis le début, ont soutenu l'EZLN ou font partie de l'entourage d'organisations voisines, et qui pourraient être susceptibles d'envoyer des militants dans les zones zapatistes pour mener différentes activités de soutien. Le *Collectif de solidarité avec la rébellion zapatiste*, basé à Barcelone et dirigé par Iñaki García, a été dissous en 2009 après que l'EZLN ait déclaré que ladite organisation avait perdu sa confiance, comme annoncé par le groupe même. Le groupe a eu une participation importante dans la création et les travaux de la *Commission civile internationale d'observation des droits de l'homme*, dont le porte-parole était García. La commission a effectué plusieurs voyages au Chiapas, le premier en 1998 suite au massacre de 45 indigènes à Acteal. [Contacté], Garcia a refusé de commenter. [Contactée également], l'association italienne *Ya Basta !* avait promis de nous répondre mais ne l'a pas faite [au moment de la rédaction de cet article]. *Ya Basta !* était liée à un moment donné au groupe des « *Tutte Bianche* », un groupe de militants aujourd'hui disparu qui portaient des combinaisons blanches dans les manifestations et ont agi en tant que service de sécurité de l'EZLN lors de leur marche vers Mexico en 2001. Le *Collectif de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte* (CSPCL) - un collectif de type anarchiste basé à Paris et très actif à ce jour - n'a pas répondu à notre demande écrite d'interview. Le CAREA allemand a répondu, par l'intermédiaire d'un de ses membres, qu'il ne s'agit pas d'un « *collectif de solidarité avec le zapatisme* ». Il a souligné qu'il travaille avec le *Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas*, où il envoie des militants pour soutenir les communautés indigènes du Chiapas, mais que toutes ne sont pas zapatistes. Bien que discrets, et avec une activité réduite, ces groupes et d'autres maintiennent en vie l'intérêt européen dans le conflit dans l'État du sud du Mexique.

D'un point de vue sociologique, dit Duterme, le zapatisme constitue un cas extraordinaire de persévérance. Dans le livre *Le Zapatisme : la rébellion qui dure*, publié par le CETRI en 2014, il affirme que l'une des originalités de l'EZLN est sa pérennité en tant qu'acteur important dans la vie sociopolitique du Mexique. Il identifie les éléments conflictuels qui ont fini par provoquer la différence la plus récente entre l'EZLN et le nouveau gouvernement. « *La viabilité d'une expérience aussi profondément émancipatrice et radicalement démocratique est remise en question. Fragmentation politique des régions indigènes, stratégies de contre-*

insurrection et d'aide gouvernementale, pénétration des multinationales des industries extractives, touristiques et agro-exportatrices... l'adversité du contexte est palpable. Ainsi que les limites internes de la rébellion, dont les logiques d'actions, sociales et politiques, peuvent converger ou se heurter ». Duterme réitère dans l'interview l'état de vulnérabilité sociale, politique et militaire auquel l'EZLN est confronté. Son régime d'autonomie, affirme-t-il, est assez fragile, en plus du fait que la guérilla « *souffre d'un isolement politique particulièrement fort qui se perçoit actuellement à travers toutes les critiques qu'elle reçoit de divers secteurs mexicains* ». Il explique qu'après la violation des accords de San Andrés Larráinzar sur les droits autochtones que le gouvernement Zedillo avait signé en 1996, et l'échec de leurs multiples tentatives d'articulation avec d'autres secteurs de la gauche mexicaine, il y a 15 ans, les zapatistes ont décidé de se retrancher et de se construire comme une option de changement dans les régions sous leur influence. Pour Duterme, **l'EZLN a réussi à développer des systèmes éducatifs, sanitaires et économiques alternatifs, mais fragiles et dépendants de soutiens extérieurs, qui sont instables.**

"Il est très difficile de construire un système anticapitaliste dans un monde capitaliste", dit Duterme, qui prend comme exemple le fait que le café produit par les zapatistes doit être exporté [et donc passer par les fourches caudines des normes et du négoce international] pour être vendu parmi les réseaux de solidarité internationale. Le zapatisme, dit-il, « suit cette dynamique, celle de construire l'autre monde auquel ils aspirent ; un modèle de développement anticapitaliste, plus solidaire, plus juste et respectueux de la nature ... mais uniquement dans sa région. Ils se sont rendu compte qu'il n'était pas nécessaire d'attendre une rupture modèle au niveau national ». Il poursuit : « C'est le reproche qu'ils font au nouveau gouvernement, que ce changement n'est pas dans leur projet politique. López Obrador est très différent des derniers présidents, mais selon les zapatistes, il ne va pas au-delà d'une critique superficielle du néolibéralisme. Je n'idéaliserai jamais le projet zapatiste : sa dynamique a apporté des réalisations et elle est intéressante, mais elle très vulnérable et confronté à un contexte actuel très difficile", conclut Duterme.

Politique et Etat : Contre, avec ou sans ?

Extrait de l'article Zapatisme : la rébellion qui dure de Bernard Duterme

A la fois « identitaire, révolutionnaire et démocrate », la rébellion des indigènes zapatistes du Chiapas lutte « pour la dignité » et « contre le capitalisme ». Vingt ans après l'insurrection du 1er janvier 1994, elle est toujours là, opiniâtre et évolutive dans son profil et son rapport au politique. Pourtant le contexte ne lui sourit guère. Et l'« autonomie de fait » qu'elle construit sur le terrain étonne autant par son zèle que par sa précarité. ... [l'extrait ci-dessous de l'article initial de Bernard Duterme, sociologue, directeur du Centre tricontinental de Bruxelles, spécialiste et sympathisant de la rébellion zapatiste depuis son surgissement en 199] évoque deux questions clés du débat sur le zapatisme, sources de controverses et dont l'enjeu renvoie précisément au sens et au destin de la rébellion. La première concerne le rapport au politique de l'EZLN, sa conception de l'État et les voies privilégiées du changement social. La seconde touche à la fécondité et à la viabilité – sociale, politique, économique... – des expériences d'autogouvernement zapatiste en cours dans les zones d'influence de la rébellion.

Politique et Etat : Contre, avec ou sans ?

Le rapport au politique de l'EZLN et les voies du changement social privilégiées par la rébellion ont, eux aussi, significativement évolué ces vingt dernières années. Essentiellement au gré des aléas, des avancées et déconvenues du rapport de force avec le pouvoir mexicain, mais aussi en fonction du répondant (ou non-répondant) des gauches sociales et politiques nationales [12], du dialogue avec l'intelligentsia progressiste, marxiste ou indianiste, et de l'écho international des différentes formes de la lutte zapatiste. D'évidence, l'EZLN est ainsi passée, en deux décennies, de la prédominance d'une tendance plus « étatiste » à la prédominance d'une tendance plus « autonomiste ».

La première, centralisatrice et d'inspiration marxiste-léniniste dans le cas qui nous occupe, établit un rapport hiérarchique entre partis politiques (haut) et mouvements sociaux (bas), et vise, si pas le renversement ou la conquête du pouvoir d'État, au moins l'expression partisane des luttes, condition de l'efficacité politique, « par le haut », des mobilisations sociales. La seconde, plus horizontale et d'inspiration anarchosyndicale et libertaire, refuse l'idée de délégation – séparation, dessaisissement, concentration – du pouvoir et donc toute forme de médiation ou de représentation instituée. Elle privilégie la « territorialisation » et le développement de pratiques autogestionnaires, « par le bas », *hic et nunc*. L'une procède au nom d'une certaine fétichisation de la « suprématie de l'État », l'autre de la « pureté du social ».

Dans un effort constant – et vital ! – de reformulation de l’agenda politique de la rébellion en fonction des « fenêtres d’opportunité » qui s’ouvrent et se ferment, l’EZLN est aussi passée, parallèlement à ce glissement étatiste-autonomiste, de l’idéal révolutionnaire initial « pour le socialisme » au Mexique, à l’appel de janvier 1995 à la création d’un « Mouvement pour la libération nationale », puis à l’affirmation et la défense de la « dignité indigène », ou encore, dans les années 2000, au réseautage de résistances « anticapitalistes », « en bas à gauche », sur le territoire national et au-delà [13]. **Le « rejet » de la conquête, militaire ou électorale, du pouvoir d’Etat et le virage autonomiste de l’EZLN sont donc à considérer plus comme le résultat d’un cheminement tactique ou comme un aboutissement circonstanciel, voire accidentel, que comme un « en-soi » idéologique du zapatisme.** A rebours de toute perspective essentialiste, Daniel Bensaïd avait vu juste : « *les zapatistes disent ne pas vouloir ce que, de toute façon, ils ne peuvent atteindre. C’est faire de nécessité vertu* » (2003).

Amaury Ghijselings, activiste altermondialiste belge qui a participé à l’*Escuelita zapatista* dans le Chiapas en janvier 2014, résume l’évolution de la stratégie de transformation sociale de l’EZLN en trois mots : « contre, avec, sans » (Ghijselings, 2014). A la folle déclaration de guerre de 1994 « contre » l’armée et le pouvoir mexicains, ont en effet succédé d’abord une période mouvementée de dialogue « avec » le politique, gouvernemental et partisan, puis dans la foulée, face aux échecs et impasses de ces deux voies, le temps du repli et de la construction de l’« autonomie de fait » dans les communautés indigènes, « sans » plus aucun contact avec l’establishment, ni aides ou interventions officielles d’aucune sorte.

La défiance zapatiste à l’égard du politique et du pouvoir comme instruments déterminants de la révolution sociale n’est donc au final que relative : d’une part, parce qu’elle s’accompagne, dans le chef de la rébellion, d’un attachement réaffirmé aux concepts de souveraineté et d’indépendance nationale face aux intérêts capitalistes et impérialistes supranationaux ; d’autre part, parce que sur le terrain, « l’expérience des ‘Conseils de bon gouvernement’ est la confirmation éclatante du souci de construire d’autres modalités d’organisation politique », à savoir « des formes d’autogouvernement dans lesquelles la séparation entre gouvernants et gouvernés se réduit autant qu’il est possible » mais n’évacue pas cependant toute « verticalité » ou relation de pouvoir entre autorités et administrés et, moins encore, entre l’EZLN en tant que structure politico-militaire et les « *bases d’appui* » zapatistes (Baschet, 2014).

Viabilité de l’autogouvernement zapatiste

Par la force des choses, l’exercice d’une « autonomie de fait », non reconnue légalement, dans les zones d’influence de la rébellion constitue donc depuis plus

d'une dizaine d'années le cœur de la lutte zapatiste. A entendre les professeurs indigènes de l'*Escuelita* de janvier 2014, l'autogouvernement rebelle renvoie autant à la méthode qu'à la finalité de leur lutte. Il est à la fois le lieu d'expérimentation pratique et « par le bas » de leur projet de transformation sociale et le laboratoire de leur émancipation politique et culturelle. Dans le glossaire zapatiste, « autonomie » signifie désormais « liberté ». « *Il n'est pas d'émancipation véritable qui ne soit auto-émancipation. (...) L'expérience invite à redécouvrir (...) ce principe aussi élémentaire que décisif : nous sommes capables de nous gouverner nous-mêmes* » (Baschet, 2014).

Pour autant, l'ensemble est-il viable ? Dans un contexte économique, politique et militaire toujours hostile, la dynamique zapatiste est-elle à même de gagner du terrain ou, plus modestement, de se reproduire, de durer encore... pour le bien-être de ses premiers protagonistes au quotidien, les pieds dans la boue, la tête et les mains à l'ouvrage ? Deux questions, plus précises, ont circulé au Chiapas dans le cadre des célébrations du 10e anniversaire des « Conseils de bon gouvernement » et du 20e du soulèvement armé : « **les zapatistes sont-ils plus ou moins nombreux qu'en 1994** » et « **vivent-ils mieux ?** ». Jugées « trop cartésiennes » ou « typiquement occidentales » par d'aucuns, ces deux interrogations ont néanmoins reçu des éléments de réponse divers, parfois contradictoires, au sein même des rangs zapatistes et parmi les observateurs « zapatisants ».

Le sous-commandant Marcos d'abord y a répondu, par anticipation, dès décembre 2012 [14]. En gros : « *oui, nous sommes plus forts qu'avant et oui, nous vivons mieux* ». Comme lui, les professeurs et les familles de l'*Escuelita zapatista* de janvier 2014 ont souligné la vigueur, la détermination et la résistance de la dynamique, ses avancées en « dignité » et ses réalisations concrètes en partage du pouvoir, en éducation, en santé, en justice, en égalité hommes-femmes, en activités productives et commerciales. Ils ont aussi reconnu et expliqué, tout comme Marcos, « *pas mal d'erreurs et beaucoup de difficultés* ». Ils n'ont pas caché non plus que c'était « *dur, exigeant...* », qu'il fallait « *être patient pour que viennent à s'améliorer les conditions matérielles* », même si ce n'était « *pas le plus important* », qu'il y avait eu « *des désistements... des dissidents, des mécontents... des jeunes qui n'ont pas résisté aux tentations du village voisin... aux cadeaux du gouvernement... à l'émigration aux Etats-Unis...* », mais qu'il y avait aussi « *des nouveaux qui nous ont rejoints* ».

Pas ou peu de chiffres toutefois sur le nombre réel de zapatistes qui vivent « *en autonomie* » aujourd'hui. La journaliste Laura Castellanos, qui s'appuie sur « *une source fiable proche de l'organisation* », en annonce « *plus de 250 000* » qui peuplent les vingt-sept « *Municipalités autonomes rebelles - MAREZ* » que l'on compte encore dans les cinq *Caracoles* zapatistes [15], c'est-à-dire quelque 22% de

la population indigène du Chiapas (*El Universal*, 2 janvier 2014). D'autres observateurs, pas moins sensibles à la cause, parlent de 150 000, voire de 100 000 rebelles au maximum (même dans les points d'ancrage forts de la rébellion, aucune municipalité ne peut se targuer d'être à 100% zapatiste). La plupart admettent en tout cas que le mouvement a enregistré des défections significatives, individuelles ou collectives, notamment dans les communautés « *entrées dans le zapatisme peu avant ou immédiatement après 1994, mues par la crainte d'être coincées entre deux feux ou par l'espoir d'une victoire rapide* » et qui « *ont quitté le zapatisme d'autant plus facilement qu'elles n'avaient pas vécu tout le processus de politisation* » (Aquino Moreschi, 2014).

Peu analysée comme telle et d'ailleurs à peine évoquée par les zapatistes eux-mêmes dans les quatre « manuels » de l'Escuelita zapatista consacrés au « gouvernement autonome », la viabilité économique des Caracoles et de leur caractère « anticapitaliste » pose d'évidence problème : autosubsistance agricole très faiblement diversifiée, manque de terre dans une partie non négligeable des municipalités rebelles, carences criantes en équipements et infrastructures, indépendance vis-à-vis de l'État mais dépendance à l'égard d'une solidarité internationale flottante et de filières commerciales alternatives fragiles, insertion ambivalente dans les marchés locaux et régionaux... Le tout, ajouté à l'injection massive de capitaux « assistancialistes » par les autorités gouvernementales dans les villages non zapatistes, au climat délétère de harcèlement militaire ou paramilitaire qui continue à prévaloir à géométrie variable, ainsi qu'aux tensions et conflits intercommunautaires (notamment, suite aux occupations de terres zapatistes par d'autres organisations sociales indigènes, plus ou moins aiguillées par le pouvoir), hypothèque l'avenir même de l'autogouvernement rebelle.

Rébellion à moitié perdue ou à moitié gagnée ?

A l'isolement politique relatif du zapatisme et à son poids militaire insignifiant mais symbolique, il convient donc d'adjoindre la vulnérabilité sociale et économique de la rébellion dans le contexte actuel du Chiapas. Contexte caractérisé, plus que jamais peut-être, par l'« *extraversion* » du modèle de développement dominant, à la barre duquel le grand investissement privé, national et transnational (minier, autoroutier, touristique, agro-industriel, gazier, forestier...), a de toute évidence supplanté l'État local en tant qu'adversaire principal des intérêts vitaux et territoriaux des diverses organisations sociales indigènes chiapanèques, zapatistes y compris. Le rapport de forces n'est, en cela, pas moins inégal qu'il l'était il y a un peu plus de deux décennies, le 1er janvier 1994.

Alors, rébellion à moitié perdue ou à moitié gagnée ? Insurgés pour « *la démocratie, la liberté et la justice* », les encagoulés du Chiapas ne sont certes pas

parvenus à refonder la Constitution, à décoloniser les institutions, à démocratiser véritablement le pays, ni même à prendre pied sur la scène politique mexicaine, mais, tant sur le plan local, que national et international, ils auront doté les luttes paysannes et indigènes pour la redistribution et l'autonomie d'une visibilité et d'une portée inédites (Dutermé, 2004 et 2009). Et ils entendent continuer à peser sur les rapports de forces et les choix de société, dans un Mexique bloqué politiquement et grand ouvert aux vents dévastateurs de l'économie globalisée. Le zapatisme participe ainsi pleinement de ces mouvements indiens qui, en Amérique latine, de la base au sommet, font la preuve – fragile – que la mobilisation pour le respect des diversités n'implique pas nécessairement crispation identitaire et qu'elle peut aller de pair avec la lutte pour la justice sociale et l'Etat de droit. La reconnaissance mondiale, même évanescence, de leurs mérites alimente et se nourrit de leur dignité retrouvée.

Publicité de la boutique du Recoin zapatiste de Mexico :



Rincon Zapatista DF
@rzapatistadf

¿Ya te enteraste? ¡La travesía por la vida está en marcha, y las, los y loas zapatistas están a punto de zarpar! Lleva tu cartel conmemorativo y, de paso, un rico café o miel zapatistas, que puedes acompañar con un delicioso pan artesanal. Haz tus pedidos por DM

[Translate Tweet](#)

6:04 AM · Apr 20, 2021 · Twitter Web App

Es-tu au courant ? La traversée pour la vie est en marche, et les zapatistes sont sur point de lever l'ancre.

Demande ton poster souvenir et, en plus, une savoureux café ou miel zapatiste, que tu peux accompagner d'un délicieux pain artisanal. Passe ta commande par messagerie.

PRESENCE DU MAGONISME A OAXACA [1998 / 2006]

Dossier « Oaxaca » paru dans La lettre du CDES (CNT-AIT Midi Pyrénées), n°98, décembre 2006 / janvier 2007 ; Première publication sur <http://cnt-ait.info> : jeudi 9 novembre 2006.

Il nous semble important de rappeler l'insurrection d'Oaxaca de 2006, qui semble aujourd'hui oublié de bien des militants, mais qui démontre qu'il y a eu et qu'il y a encore au Mexique d'autres expériences de lutte que l'EZLN et le zapatisme, et qui sont tout autant inspirantes dans leurs modes d'actions et structurations.

PRESENCE DU MAGONISME

Le texte ci-après de Ricardo Flores Magon (*le peuple mexicain est prêt pour le communisme*) est issu d'une collection de brochures portant sur les écrits de Ricardo Flores Magon. Cette collection a été éditée et diffusée à Oaxaca par des habitants eux-mêmes, en dehors de toute organisation, et ce depuis 1992. En 1998 la CNT-AIT de Midi-Pyrénées a aidé financièrement à leur diffusion sur place.

Cette année-là par exemple 2000 de ces brochures ont été vendues sur la ville de Oaxaca (qui est une ville de un million d'habitants). Ce succès n'est pas un hasard, Ricardo est natif de l'état de Oaxaca et les habitants de cet Etat sont fiers encore aujourd'hui de la trajectoire politique des frères Enrique et Ricardo Flores Magon. Leur père était un indien zapotèque, et d'après le biographe local de Ricardo ce sont les récits paternels concernant le mode de vie des indiens qui ont conduit les Magon

LE COMBAT SYNDICALISTE

- BIMESTRIEL ANARCHOSYNDICALISTE DE LA CNT-AIT DE MIDI-PYRENEES - LA LETTRE DU CDES -

ISSN 0240-0010 CPPAP 72171



DOSSIER : DOSSIER OAXACA : PRESENCE DU MAGONISME RICARDO FLORES MAGON : "LE PEUPLE MEXICAIN EST PRÊT POUR LE COMMUNISME" TÉMOIGNAGE : CONGRÈS CONSTITUTIF DE L'APPO SIX MOIS D'INSURRECTION : DES MAJORITÉS, VITE ! RAPACITÉ AGRESSIVE COMMENT UN FAIT DIVERS DEVIENT UN ÉVÈNEMENT LE CLANDE MON QUARTIER À L'HEURE DE "L'ANNIVERSAIRE" QUELQUES PROPOSITIONS CONCRÈTES DES MILITANTS ANTI-PRISONS FIGEAC - UNE "MÉMOIRE" PLEINE DE PÉPINS LES BRISSEURS DE MACHINE ÉLECTIONS EN VUE IN MEMORIAM VOUS L'AVEZ PAS VU, VOUS L'AVEZ PAS LU

a l'anarchisme. Ils restèrent jusqu'au bout fidèles à leurs idéaux. Les chefs d'état mexicains, Diaz d'abord, Madero ensuite, tentèrent de les acheter, en leur promettant des places et des rentes. Si leur troisième frère, Jésus, accepta un poste de secrétaire d'état sous Madero, il en fût différemment pour Ricardo et Enrique. Ricardo périra assassiné en 1922, dans une prison américaine. Dans un pays comme le Mexique qui connaît tant et tant de vilénies et de trahisons politiciennes ces nobles destins attirent les sympathies.

D'autant que les magonistes regroupés autour de Ricardo et Enrique furent les précurseurs de la Révolution mexicaine. Cette Révolution est la première du XX siècle

naissant, elle contient déjà les enseignements de la Révolution russe de 1917 et de la Révolution espagnole de 1936, pourtant toutes deux postérieures.

Deux conceptions s'affrontent entre ceux qui se contentent des réformes parlementaires, comme le bulletin de vote ou la République, et, ceux, qui veulent Tout. Les magonistes en 1910, précèdent Makhno et les collectivités de la Révolution espagnole, et lancent le mot d'ordre « *Terre et liberté !* ». C'est en deux mots le programme du communisme libertaire. La terre comme l'usine sont à tous et l'autorité d'où qu'elle vienne n'est que parasitisme. Mais le XX^e siècle n'a fait que creuser des tombeaux en faisant des révolutions à moitié. Jésus Magon, J Sarabia et d'autres s'arrêteront en chemin, à l'étape des honneurs et des prébendes, celle qui nous mène à l'époque actuelle : Celle du PRI, le Parti de la Révolution Institutionnalisé, la Parti qui en fait règne au Mexique depuis la Révolution.

Et nous voici donc à Oaxaca en 2006, depuis des mois la population tient cette ville et les parasites (flics et matons, gouverneur et bureaucrates....) ont dû fuir. Une *Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca*, APPO, semble incarner l'insurrection. Oaxaca ce n'est pas les Balkans infectés de nationalisme, et que l'on dise *pueblos* ou *poblaciones*, cela peut aussi bien signifier peuples que villages ou populations. En réalité il faut chercher la signification de ces termes dans la culture de la région. Derrière *los pueblos* de Oaxaca il y a l'âme des communautés indiennes si chère à Ricardo, mais d'ailleurs cette âme ne s'est-elle pas rematérialisée ? Car l'Etat fédéral depuis qu'il existe n'est jamais intervenu que pour massacrer et réprimer les paysans, jamais pour les aider, et, par la force des choses, les vertus des ancêtres, leur solidarité, l'entraide, sont devenues synonymes de survie. Du coup les communautés rurales ou indigènes sont redevenues aptes à se passer de l'Etat et voilà que ce texte de Magon retrouve une actualité : Un siècle est passé et de nouveau ces communautés font vaciller le pouvoir mexicain !

Ne nous y trompons pas, on nous parle de la Commune de Oaxaca, peut être que cela est semblable, mais il y a une différence de taille entre la Commune de Paris et celle de Oaxaca, c'est que cette dernière n'est pas isolée. Dans tout l'état de Oaxaca, dans tout le Mexique, les pauvres, les prolétaires sont solidaires de Oaxaca, parce que le mouvement de Oaxaca fait appel à la sensibilité profonde des mexicains, parce que il a comme fer de lance ces communautés qui sont la mémoire et la fierté de tous les exploités. Et Ruiz (le gouverneur PRI déchu) n'a pas la chance de Thiers, les masses paysannes sont contre lui et sont solidaires des citoyens révoltés. Ces villageois depuis longtemps habitués à l'autonomie sont la force du mouvement, certainement pas les partis et les syndicats de toutes obédiences, que les mexicains, tirant leur lucidité de leur expérience historique, qualifie unanimement de *charros* c'est à dire de pourris.

Un militant de la CNT-AIT de Toulouse

LE PEUPLE MEXICAIN EST PRET POUR LE COMMUNISME

Les habitants de Morelos, comme ceux de Puebla, de Michoacan, Durango, Jalisco, Yucatan, et des autres états, dans lesquels de vastes étendues de terrains ont été occupées par des masses prolétaires qui se sont voués à leur culture démontrent au monde entier, avec des faits, que l'on n'a nul besoin de savants pour résoudre le problème de la faim.

Pour arriver au résultat de la prise de possession de la terre et des instruments de travail au Mexique on n'a pas eu besoin de leaders, « d'amis » des travailleurs, ni de décrets paternalistes, ni de lois savantes, non rien de tout cela. C'est l'action qui a tout fait et qui continue de tout faire. Le Mexique marche vers le communisme plus vite encore que nous l'espérions, nous les plus exaltés des révolutionnaires, et le gouvernement et la bourgeoisie ne savent plus quoi faire en face de faits qu'ils pensaient irréalisables.

Il n'y a pas trois mois que Juan Sarabia dans une lettre ouverte, longue et fastidieuse, qui m'était destinée et que presque toute la presse bourgeoise de Mexico a publiée, me disait que le prolétariat ne comprenait rien à notre propagande et qu'il était satisfait avec la grande conquête de la révolte Maderiste : Le bulletin électoral. Les faits lui démontrent que nous les libéraux ne sommes pas des utopistes et que notre action et notre propagande répondent aux nécessités et à l'opinion de la classe pauvre du Mexique. Le peuple mexicain tient en une horreur instinctive l'autorité et la bourgeoisie. Tout visiteur du Mexique a pu approcher cette réalité, il n'y a pas d'individu plus cordialement haï que le gendarme. Les seuls mots de gouvernement rempli d'inquiétude les humbles. Le soldat, en d'autres pays applaudi et admiré, est ici vu avec mépris. Toute personne qui ne gagne pas sa vie avec ses mains y est odieuse.

Tout ceci est plus que suffisant pour une révolution sociale de caractère économique et anti-autoritaire. Mieux, au Mexique vivent plusieurs millions d'indiens qui, il y a 20 ou 25 ans vivaient encore en communautés, lesquelles possédaient en commun la terre, les eaux et les forêts.

L'APPUI MUTUEL était la règle dans ces communautés, dans lesquelles l'autorité était perçue seulement quand l'agent du fisc faisait son apparition ou bien quand les ruraux venaient chercher des mâles pour renforcer l'armée. Dans ces communautés il n'y avait ni juges, ni maires, ni matons, ni aucune sorte de ces parasites. Tous avaient droit à la terre, à l'eau pour l'arroser, à la forêt pour le bois de chauffe et de construction. Les charrues aussi bien que les bœufs étaient au service de tous. Chaque famille cultivait le lopin de terre qu'elle jugeait suffisante pour vivre, la récolte se faisait en commun, en réunissant toute la communauté,

aujourd'hui pour Pierre, demain celle de Jean, et ainsi de suite, tous les membres de la communauté participaient à la tâche.

Ces simples habitudes ont duré jusqu'à ce que, l'autorité, se sentant assez forte dans la pacification totale du pays, put garantir à la bourgeoisie la prospérité des affaires. Les généraux des révoltes politiques reçurent des vastes étendues de terres, les *hacendados* agrandirent leur territoire, les plus vils politiciens obtenaient des terres immenses comme salaires, les aventuriers et les étrangers obtinrent des concessions, de terres, de forêts, de rivières, (laissant nos frères indiens sans un pouce de terre, sans droits sur les forêts, ni sur la moindre branche d'arbre, dans la misère la plus abjecte, dépouillés de tout ce qui avant était à eux) Quant aux métis qui constituent la majorité des habitants de la république mexicaine, à l'exception des habitants des grandes villes, ils avaient également des terres communales, bois et rivières, comme la population indigène. L'appui mutuel était également de règle, les choses se fabriquaient en commun, l'argent n'était pas nécessaire, parce que on pratiquait le troc. Mais il y a eu la paix, l'autorité en ressortit renforcée, et les bandits de la politique et de la finance volèrent éhontément les terres, les bois, tout. Il n'y a pas quatre ans on pouvait encore lire dans la presse d'opposition que le nord-américain X ou l'allemand Y ou l'espagnol Z avaient enfermé une population entière dans les limites de « sa » propriété avec l'aide de l'autorité.

On voit, donc que le peuple mexicain est apte au communisme parce que il l'a pratiqué, au moins en partie, durant des siècles, et cela explique que bien que analphabète en majorité il comprenne que aux FARCES ELECTORALES POUR ELIRE DES BOURREAUX il est préférable de s'emparer de la terre, et c'est ce qu'il fait au grand scandale des voyous de la bourgeoisie.

Maintenant il ne manque plus que l'ouvrier s'empare de l'usine, de l'atelier, de la mine, de la sidérurgie, du chemin de fer, du bateau, de tout en un mot. QU'IL N'Y AIT PLUS DE MAITRE D'AUCUNE CLASSE et alors cela sera la fin de ce mouvement.

Adelante Camaradas !

RICARDO FLORES MAGON

Regeneracion 02 septembre 1911



6 MOIS D'INSURRECTION



Oaxaca est à la fois le nom d'une ville et d'un État du Mexique. Fief historique du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), Oaxaca est un État pauvre à majorité indienne. En 1995, sous la crainte d'un soulèvement zapatiste, le gouvernement concède la reconnaissance légale de la démocratie indigène en vue de les assimiler en tant qu'électeurs potentiellement favorables. Depuis, face aux comportements d'entrepreneurs imposant leur loi commerciale, des communautés entières se rebellent. Celles-ci sont violemment réprimées. C'est dans ce contexte que sont apparus les récents évènements décrits ci-dessous :

22 mai 2006 : Manifestation d'enseignants pour l'augmentation des salaires. Occupation de la chambre des députés.

14 juin 2006 : Répression sauvage par le gouvernement de l'État d'Oaxaca : encerclement des manifestants sur la place centrale de la ville (le Zocalo) par plus de trois mille flics, usage de bombes de gaz au poivre larguées par l'hélicoptère personnel du gouverneur. Réoccupation du centre-ville par les manifestants. Radicalisation des revendications des enseignants, qui demandent la destitution du gouverneur de l'État. Réveil de la conscience des habitants et insurrection de ces derniers.

Juin 2006 : Formation de l'APPO (Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca), composée de près de 350 organisations, communautés indigènes, syndicats, associations civiles et individus autonomes.

A ce stade d'évolution nous insistons sur le fait que le mouvement populaire, initialement induit par les enseignants, a pris une ampleur beaucoup plus vaste. Ainsi, en plus de centaines de professeurs, il compte de nombreux travailleurs de la ville et de la campagne, notamment des milliers d'indigènes. La population est informée, organisée et politisée. S'inspirant de la vie communautaire des villages et de la démocratie parallèle issue de la résistance indigène, la population mène une action de désobéissance civile pacifique, assumant le contrôle politique de la ville et provoquant une crise économique : marche de plusieurs centaines de milliers de

personnes, occupation de plus de 30 mairies, blocage des hôtels de luxe du centre-ville, de l'aéroport, des avenues, des édifices publics, d'administrations, de tribunaux et de l'Assemblée de l'État. Fin de la visibilité du gouvernement. Il n'apparaît plus que dans des opérations nocturnes.

23 juin 2006 : Formation, par de nombreux groupes et intervenants, d'une commission provisoire négociatrice ne reconnaissant plus l'existence d'un État à Oaxaca. Bien que les décisions soient prises par l'APPO, il se dessine une tendance, portée par les syndicats proches des partis politiques, qui cherche à passer outre les décisions de l'assemblée.

1 août 2006 : Manifestation de six mille femmes armées de casseroles dans les rues d'Oaxaca. S'ensuit l'occupation de 12 radios et de la télé officielle.

2 août 2006 : Attaque des radios par des sicaires en voitures, armées de mitraillettes ! Les habitants des quartiers dressent des barricades pour empêcher la circulation de ces escadrons de la mort.

21 août 2006 : Encerclement de la capitale d'Oaxaca par les forces de police et par la police parallèle. L'action criminelle des paramilitaires (qui ont assassiné plusieurs personnes) a été un facteur de désordre qui a « justifié » l'intervention de la PFP ((Police fédérale préventive, force de répression de l'État central mexicain).

Semaine du 19 au 26 août 2006 : Une cinquième victime est assassinée par les forces de l'ordre. Création et maintien des barricades par le peuple la nuit ; tenues de centaines d'assemblées populaires en journée.

25 août 2006 : Rueda Pacheco, secrétaire général de la « Section 22 » (syndicat des enseignants) pactise avec le pouvoir et accepte de s'asseoir à la table des négociations. L'APPO prend clairement ses distances avec le PRD. Les enseignants déclarent que le départ du gouverneur, Ulises Ruiz n'est pas négociable, c'est « la destitution ou rien ». Nous pouvons noter ici qu'en l'absence des institutions gouvernementales, la vie à Oaxaca continue comme avant, les marchés sont approvisionnés, les magasins généralement ouverts, les restaurants et les cafés fonctionnent. La ville est néanmoins en alerte. Des barricades sont dressées aux entrées ainsi qu'autour de lieux stratégiques. Des liens de solidarité se tissent entre le mouvement insurrectionnel et les familles des quartiers (provisions et café chaud), ainsi qu'avec des communes proches.

Septembre 2006 : Apparition d'assemblées populaires dans d'autres États que celui d'Oaxaca.

23 septembre 2006 : Début d'une marche de milliers de femmes et d'hommes d'Oaxaca sur Mexico (cette marche connaîtra un soutien populaire tout au long de son périple).

28 octobre 2006 : L'opposition entre l'APPO et le syndicat des enseignants devient de plus en plus criante.

29 octobre 2006 : 4 000 soldats de la PFP enfoncent les barricades et investissent le Zocalo. Les manifestants se replient sur la cité universitaire. Dans la nuit plus de 50 militants sont arrêtés à leur domicile.

2 novembre 2006 : La PFP donne l'assaut à la Cité universitaire, violant de fait la loi mexicaine. Après 7 heures de combat, les 50 000 manifestants armés de pierres et de cocktails Molotov repoussent les assaillants mais le bilan est lourd : une vingtaine de morts, une centaine de blessés, 120 prisonniers ainsi que de nombreux disparus (des enseignants, désobéissants aux consignes de leur syndicat, ont participé à l'affrontement et gardé ainsi leur dignité). Parallèlement s'organise une marche des habitants des quartiers de la ville pour manifester leur indignation (sans la participation des militants traditionnels politiques ou syndicaux).

4 novembre 2006 : La milice étatique reçoit le renfort de 2 000 hommes et occupe la ville. Les voitures calcinées sont dégagées. La Cité universitaire est toujours tenue par des barricades.

5 novembre 2006 : Des dizaines de milliers d'habitants de l'État d'Oaxaca et d'États voisins organisent une marche vers la capitale de l'État national, exigeant le retrait des troupes armées. L'APPO demande au président Fox d'organiser une table de négociation d'urgence.

19 novembre 2006 : Création de l'Assemblée Populaire des Peuples Indiens Zapotèques, Mixe et Chinantèques.

20 novembre 2006 : Les affrontements continuent dans la ville entre la PFP et les manifestants, notamment sur la place Santo Domingo (à quelques centaines de mètres du Zocalo). On compte de nombreux blessés parmi les habitants.

Cette lutte, originellement partie de revendications salariales s'est transformée en un véritable mouvement insurrectionnel. Se nourrissant du marasme et de la misère ambiante, les différentes couches opprimées de la population ont su s'organiser de façon spontanée et font trembler les responsables de leurs situations précaires. Partout de par le monde des mouvements de solidarité commencent à se former. Pour notre part nous éprouvons envers nos compagnons une admiration certaine. Si Oaxaca est un exemple à bien des égards, puissions-nous ne lui rendre de meilleur hommage que de le suivre.

Henri, 20 novembre 2006

Sources : CQFD, George Lapierre, Luis Hernández Navarro, La Jordana, Annick Stevens, Hermann Bellinghausen, Octavio Velez Ascencio, Internet.

Témoignage :

Congrès constitutif de l'APPO



Le Congrès constitutif de l'APPO

Le Congrès constitutif de l'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca) s'est ouvert ce 10 novembre. Il avait pour objectifs de définir les perspectives, les principes, le programme et le plan d'action, à court, moyen et long terme de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) puis de désigner les membres du Conseil de l'État des peuples d'Oaxaca (CEPO - direction collective permanente de l'APPO, organe de coordination et de représentation).

Trois jours plus tard, le lundi 13, à 4 heures du matin, après d'âpres disputes, interrompues par des discours de soutien venus de toutes parts, la recherche opiniâtre du consensus et quelques tentatives de manipulation, le Congrès avait atteint ses objectifs.

Les délégués des sept régions de l'État d'Oaxaca et des différents secteurs de la société composant l'APPO formaient le corps du Congrès, huit cents personnes au début, un peu plus de mille sur la fin. Ils avaient un carton orange et eux seuls avaient le droit de vote. Puis venaient les invités munis d'un carton jaune (les invités avaient le droit à la parole, mais non au vote) et la presse, autre carton, qui a dû sortir dès le commencement des débats.

Interdiction était faite de sortir avant la fin des débats, sauf pour les invités, qui, dans ce cas, ne pouvaient pas revenir. L'alcool et les armes à feu étaient interdits, ainsi que les appareils photo. Un Comité de vigilance veillait au bon respect des règles et cherchait à éviter l'infiltration de gens indésirables. Au dernier jour, nous avons été retardés par la découverte de faux délégués, qui avaient présenté un mandat suspect. Mais, en général, les gens se connaissaient par délégation, et il était difficile de se glisser à l'intérieur d'une délégation sans soulever des interrogations.

Petits déjeuners, repas du midi et du soir étaient prévus. En outre les habitants des quartiers et des barricades apportaient à manger dans des camionnettes ou des autos particulières. Les Indiens, les jeunes et les femmes étaient un peu perdus dans un monde d'hommes, d'adultes et de métis. J'ajouterai que le monde paysan était sous-représenté au profit du corps enseignant. Pourtant, ces minorités issues des colonies, des barricades et des communautés villageoises vont marquer d'un esprit nouveau l'assemblée populaire, face aux traditions de lutte des militants marxistes, qui constituaient tout de même le gros morceau de l'APPO.

DEUX FORMES DE PENSEE

Durant toute la durée du Congrès, ces deux formes de pensée vont s'affronter, mais aussi s'écouter, pour finir par conclure une forme d'alliance, un pacte provisoire : les militants ayant parfois été sensibles à ce qui constitue le fondement de l'Assemblée et lui donne un sens -la communauté- ; les jeunes libertaires, les habitants des colonies et des villages reconnaissant, semble-t-il, la capacité d'organisation des militants issus des formes historiques de la "lutte des classes".

Cette union ne se fait pas sans grincements de dents, torsions et contorsions, ce qui donne à l'Assemblée une tournure complexe et parfois ambiguë. Elle est "populaire", ce qui convient à l'esprit des marxistes-léninistes, mais elle est aussi l'Assemblée des peuples d'Oaxaca, ce qui lui donne un tout autre esprit.

La première journée a été en grande partie occupée à répertorier les délégués et les invités, et le Congrès n'a véritablement commencé qu'en début de l'après-midi. Les sept présidents et vice-présidents, les quatre rapporteurs et les dix scrutateurs chargés de la direction du Congrès ont été désignés par les délégués, chaque région devant nommer trois représentants. La règle du consensus a été retenue et le programme des trois thèmes de travail a été présenté. Durant cette journée, à travers des discussions, des idées ont pu se préciser : maintenir l'unité entre les forces qui composent l'Assemblée, entre un mouvement anti-autoritaire et spontané et un mouvement organisé.

Des concepts comme la révocation des mandats, la démocratie participative, l'initiative citoyenne, le "*mandar obedeciendo*" (commander en obéissant), la reconnaissance des droits indigènes, une éducation multiculturelle, l'égalité des genres, ont été avancées, et devaient prédéfinir et rappeler les grands traits de l'Assemblée.

La deuxième journée a été plus consistante, avec la tenue des trois séances de discussion autour des thèmes suivant :

1 : Analyse du contexte international, national et régional, à l'intérieur duquel se constitue l'APPO.

2°: La crise des institutions : pour une réforme intégrale de l'Etat libre et souverain d'Oaxaca, pour un nouveau gouvernement, une nouvelle constituante et une nouvelle constitution.

3°: L'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, perspectives, déclaration de principes, statuts et buts, plan d'action à court, moyen et long terme.

Nous avons assisté à la troisième. Les résolutions et les propositions de la première Assemblée des peuples d'Oaxaca, qui a eu lieu fin septembre, ont été reprises dans leur ensemble. Ce sont en général des déclarations de principes, qui n'ont de sens que s'ils sont réellement appliqués, ce qui est encore à voir. Retenons les principes :

- révocabilité des membres du Conseil,
- analyse et débat par la base de toutes les décisions prises par l'APPO,
- nécessité du consensus sur les décisions,
- "*tequio*" ou travail communautaire,
- "*mandar obedeciendo*"...

Nous retrouvons ce caractère de généralité quant aux propositions concernant le programme de lutte (souveraineté nationale, pour un nouveau modèle de développement économique, pour une démocratie populaire, pour la justice sociale). Je vous laisse deviner le contenu de tous ces paragraphes, je retiendrai le droit à la terre pour les femmes indigènes et le respect de la médecine traditionnelle et des médecins et des sages-femmes indigènes. Puis chacun y a été pour de nouvelles propositions de principes ou de luttes ou pour confirmer et préciser les propositions existantes, insistant sur l'horizontalité des rapports, les radios communautaires, le système des charges. Une cinquantaine de personnes est ainsi intervenue, chacune d'entre elles exprimant, dans une certaine confusion entre réformisme et radicalité, ses préoccupations et ses idées.

TROIS COURANTS

Au cours de toutes ces interventions, se dessinaient peu à peu les trois courants qui allaient s'affronter le lendemain :

- le courant que j'appellerai "magoniste" et qui s'appuie sur les pratiques et les règles de la vie communautaire (souvent, d'ailleurs, la communauté est mise en avant comme une simple référence, un peu abstraite, par de jeunes libertaires venus des barricades),
- le courant "révolutionnaire" marxiste-léniniste, qui tourne autour du concept-clé de pouvoir populaire,
- et un courant plus souterrain, moins visible mais qui pointe parfois le bout de son

nez, le courant réformiste proche du Parti de la révolution démocratique (PRD) et de la Convention nationale du même nom.

La troisième journée a été consacrée au débat, à partir de l'analyse des résultats ou conclusions des trois séances de travail, et ce ne fut pas une mince affaire : tentatives de manipulation, art de faire passer -en force ou en douceur- , des propositions inacceptables pour la majorité des délégués... usure, résistance, acharnement, fatigue,... les militants des partis politiques et en particulier du PRD, ressortaient de leurs sombreros tous les vieux procédés usés jusqu'à la corde pour faire accepter l'inacceptable. Pris dans la tourmente le bateau du Congrès a tenu bon, malgré quelques voies d'eau qui n'ont pu être colmatées à temps.

Il s'agissait ensuite de nommer les membres du Conseil, la règle de pas moins de 30 % de femmes ayant été acceptée et retenue par la majorité : dix hommes ou femmes pour chacune des sept régions à l'exception de la Vallée centrale, où se trouve Oaxaca, qui sera représentée par vingt délégués auxquels s'ajouteront les représentants des différents secteurs (de 3 à 5 par secteur) : colonies et quartiers, barricades, femmes, organisations civiles, organisations des peuples indigènes, syndicats, autorités municipales, jeunes et étudiants, paysans et producteurs, religieux, commerçants, secteur culturel et artistique, intellectuels.

Tout le monde y retrouvait son compte finalement et il y eut plus de 260 membres nommés pour deux ans.

Remarquons que les délégués de la Sierra Norte au Congrès, conséquents avec leur tradition communautaire, n'ont pas nommé de membres au Conseil, laissant ce soin à l'assemblée régionale, qui se réunira prochainement à Guelatao.

Oaxaca, le mardi 14 novembre 2006.



Après la Commune d'Oaxaca, aperçu du mouvement anarchiste mexicain [2007]

Première publication : jeudi 15 mars 2007



Un compagnon, qui a pu se rendre récemment au Mexique, nous fait part de ses observations sur la situation du mouvement anarchiste au Mexique.

Le 22 novembre 2006, la *Biblioteca Social Reconstruir* de Mexico organisait une soirée en hommage à Ricardo Flores MAGON, le révolutionnaire mexicain précurseur de la révolution de 1910 dont on célébrait le 84^{ème} anniversaire de la mort, assassiné dans les geôles américaines. Après une lecture d'œuvres de théâtres de Magon, un jeune compagnon du groupe OIR, très impliqué dans les barricades d'Oaxaca et un compagnon indien de la communauté magoniste de San Fernando nous ont parlé des derniers évènements insurrectionnels dans l'Etat d'Oaxaca. Le public d'une petite centaine de personnes, était représentatif du mouvement anarchiste mexicain actuel : jeune, voire très jeune, essentiellement de la scène anarchopunk.

Un mouvement jeune, en cours de reconstruction

Pour Toby, un des animateurs de la *Biblioteca Reconstruir*, c'est à la fois la force et la faiblesse du mouvement mexicain. Il n'y a jamais vraiment eu de mouvement anarchiste organisé au Mexique, si on excepte la période du Parti Libéral Mexicain des frères Magon au début du 20^{ème} siècle. Pourtant, l'influence anarchiste -et particulièrement anarchosyndicaliste- a toujours été sensible. Les drapeaux des syndicats ne sont-ils pas rouges et noirs ? Mais le mouvement ouvrier a plutôt été sous l'influence des sectes marxistes de toutes natures. Aujourd'hui, il existe au Mexique -et singulièrement à Mexico- une multitude de petits groupes qui se

réclament de l'anarchisme, même si la plupart des gens qui participent aux manifestations ou événements le font à titre individuel. Il s'agit la plupart du temps de jeunes lycéens ou étudiants, qui voient dans l'idée anarchiste une possibilité d'exprimer leur soif de liberté et de justice, dans un pays où règnent la corruption et l'injustice généralisée. Toutefois, avec ses 41 ans, Toby est un vétéran dans un mouvement où les trentenaires se comptent sur les doigts de deux mains... Bref, tout est à construire.

C'est précisément à cette tâche que se consacrent les compagnons de groupes tels que *Hormiga Libertaria*. Ces jeunes compagnons sont étudiants l'après-midi, et le matin PUIS le soir ils sont pompistes ou vendeurs de journaux sur le périphérique (les embouteillages à Mexico font qu'ils ne courent aucun risque d'être écrasés...) ou autres petits boulots de misère, sans réel statut. Ils vivent dans le quartier populaire d'Itzapalapa. Tous les dimanches, sur la place à la sortie du métro, ils organisent une bibliothèque ambulante : avec quelques planches de bois dissimulées en haut d'un mur où il faut grimper en passant par un arbre, ils montent une petite étagère. Dessus, on trouve de vieux livres éculés, donnés par quelques compagnons espagnols, vétérans de la révolution de 1936 échoués au Mexique, et aussi les propres productions des compagnons : des textes classiques ou récents sur l'anarchisme, imprimés sur du matériel de fortune et dont la couverture est faite de carton de boîte à chaussure de récupération...



Bref, du système D, du DIY (*do it yourself*) avec des moyens de fortune, bien loin de nos salons du livre anarchiste occidentaux et de la profusion de moyens qui masquent mal le manque d'engagement et de cohérence d'un mouvement « riche » qui s'achète une image de rebelle. Au Mexique, si tu es anarchiste, c'est d'abord avec tes tripes !

Une situation sociale explosive (Guadalajara, Atenco, Oaxaca)

Car les compagnons ne sont pas les derniers à prendre part aux luttes qui secouent le Mexique, et pas seulement dans l'Etat d'Oaxaca. Et ils en payent

systématiquement le prix fort²¹. Pas seulement du fait de la police fédérale ou des polices locales, aux mains de petits potentats que sont les gouverneurs et les alcaldes. Mais aussi parce que les groupes de « gauche », les syndicats institutionnels, etc... n'hésitent pas parfois à donner un coup de main aux forces de l'ordre pour attaquer les cortèges anarchistes, comme à Guadalajara cet été. Les campagnes de calomnie contre les anarchistes dans les journaux ne sont pas le seul fait des conservateurs, car même des journaux pourtant considérés comme progressistes – tels *La Jornada* – peuvent publier des articles attaquant les anarchistes comme étant des êtres violents manipulés par la police. Bref, être anarchiste c'est avant tout être en rupture avec tout un système institutionnel.

Oaxaca : l'autonomie populaire en action

Mais là où cette rupture est la plus sensible, c'est clairement dans l'Etat d'Oaxaca. Cette région, de forte tradition indienne, a maintenu depuis toujours ses formes d'organisations communautaires. Ici, dans chaque village (ou *pueblo*), la réalité du pouvoir est exercée non pas par le maire élu ou l'Etat fédéral, mais par une assemblée qui regroupe l'ensemble des habitants et où les décisions sont prises collectivement. Une véritable structure parallèle avec ses propres systèmes de gestion des affaires de la communauté, de régulation des conflits, sa propre police... Et un système duquel tous les partis politiques sont bannis (y compris ceux de gauche), car tous les membres de la communauté savent que les partis promettent beaucoup mais ne donnent jamais, détournant toujours l'argent destiné à la communauté pour leur propre enrichissement personnel.

Depuis plusieurs années, certains *pueblos* sont même en sécession contre « *los poderes* ». Ils rejettent la chaîne de corruption massive qui commence avec leur maire et sa police municipale, soutenu par le gouverneur Ulises Ruiz et sa police *Estatal*, et la complicité de l'Etat Central et sa police *Federal*, mais aussi les juges, l'armée, etc... Comme l'indiquait le compagnon de la communauté de San Fernando, dans les *pueblos*, on a alors redécouvert que le nom de Magon n'était pas seulement celui d'une place de Oaxaca, mais surtout celui d'un lutteur révolutionnaire infatigable, qui avait su transcrire en mots les principes d'autonomie populaire qui font le ciment de la société oaxacanèque. Alors eux, les petits paysans, planteurs de café expropriés violemment de leurs terres par *los poderes* au profit de grandes compagnies mexicaines ou internationales, se sont revendiqués de la figure locale de ce héros populaire.

Mais les maires chassés par les *assembleas* ont transformé leurs polices

²¹ De nombreux compagnons ont été arrêtés lors des derniers mouvements sociaux, à Atenco, à Guadalajara et bien sûr à Oaxaca, et sont toujours maintenus en détention, souvent en dehors de toute légalité et en total arbitraire.

municipales en groupes armés, payés avec l'argent fourni par le gouverneur et l'Etat central qui -sans uniforme, en civil- font le coup de feu contre les habitants des *pueblos* en rébellion. Le soulèvement cet été des *maestros* -les professeurs des écoles- a donc été rejoint par ce mouvement populaire, principalement à base paysanne. Puis le mouvement s'est élargi à tout l'Etat, qui en entier s'est soulevé dans un mouvement unanime. (Nous reviendrons plus tard sur l'insurrection d'Oaxaca).

Comment pouvons-nous aider ?

Les compagnons anarchistes mexicains développent une intense activité de propagande, dans des conditions économiques très difficiles et avec des moyens extrêmement réduits. Un de leur outil majeur de diffusion de nos idées est la réalisation de bibliothèques, pour certaines ambulantes, de façon à ce que les idées libertaires puissent être accessibles au plus grand nombre. Toutefois ces compagnons disposent de moyens très limités. Le nombre et la diversité des ouvrages est parfois réduit et ils n'ont pas les moyens de s'offrir tous les livres qui sont publiés continuellement en Europe. Alors que l'intérêt au Mexique pour l'anarchisme reconnaît une nouvelle vigueur aujourd'hui, il existe un moyen simple pour nous de leur apporter un soutien concret : organiser des collectes de livres et de brochures en langue espagnole sur l'anarchisme, l'anarcho-syndicalisme, et tout ce qui a trait à l'idéal libertaire. Le syndicat de la CNT AIT de Paris a établi depuis plus d'un an des liens avec différentes bibliothèques anarchistes à Mexico (*Biblioteca Social Reconstuir*, bibliothèque ambulante *Hormiga libertaria / Herramienta libertaria*). De plus, de nouveaux liens ont été établis avec la nouvelle bibliothèque Praxis Guerrero de Guadalajara et avec le projet de bibliothèque en Basse Californie. Nous pouvons aider ces compagnons dans leur effort. Merci de faire parvenir vos dons d'ouvrages au syndicat de Paris qui se chargera ensuite de les acheminer au Mexique.

A TOULOUSE : collecte de livres en Espagnol samedi 17 mars à 15 heures au local
7 rue Saint rémésy

L'irradiation pornographique du néo-zapatisme

Voix critiques anarchistes de la région mexicaine contre le spectacle de l'EZLN



L'EZLN combine *en même temps* une idéologie nationaliste mexicaine et une idéologie indigéniste identitaire

Unión Anarco-Sindicalista (UAS)

<http://unionanarcosindicalista.wordpress.com/>

unionanarcosindicalista@gmail.com

@anarcosindicalistasmy

CNT-AIT

<http://cnt-ait.info>

contact@cnt-ait.info

@chats.noirs.turbulents